

RÉVOLUTION PERMANENTE

PALESTINE 75 ANS DE LUTTE



RÉVOLUTION PERMANENTE

Directeur : Alejandro Bodart

Comité éditorial : Imran Kamyana - Ezra Otieno
Oleg Vernyk - Sergio García - Douglas Diniz
Rubén Tzanoff - Verónica O'Kelly

Édition : Pablo Vasco - Martín Carcione
Conception et mise en page : Tamara Migelson

Vous nous trouvez ici
www.lis-isl.org
Mail: ligainternacionalsocialista@gmail.com
f Liga Internacional Socialista
@ @ligainternacionalsocialista
Liga Internacional Socialista @isl_lis
Liga Internacional Socialista (LIS)

Inscription DNDA en cours

Les articles et les interviews signées n'expriment pas nécessairement les positions de la LIS mais plutôt celles de leurs auteurs.




la montaña
EDICIONES SOCIALISTAS
Perú 439 1°
Buenos Aires
Argentina, C.P. 1067

3 Palestine : 75 ans de résistance héroïque

19 De la Nakba à Oslo

5 Déclaration de la LIS : Solidarité avec les masses palestiniennes. Pour une Palestine unique, laïque, démocratique et socialiste

23 Quelle solution pour la Palestine ?

7 Netanyahu, révolté à l'extérieur et à l'intérieur d'Israël

29 1er Congrès panafricain de la LIS

9 Le Hamas, c'est quoi

30 Manifeste du Congrès panafricain de la LIS

11 Le fasciste déguisé en David. Qu'est-ce que le sionisme ?

33 L'instabilité et les coups d'État en Afrique sont alimentés par le capitalisme

13 Solidarité avec dirigeant de la LIS face à la persécution sioniste

38 Les luttes des femmes au Ghana

14 La colonisation de la Palestine

42 L'Afrique, à grands traits



Palestine : 75 ANS de résistance héroïque

Le 7 octobre, le monde a été choqué par les nouvelles en provenance du Moyen-Orient. Les milices du Hamas et des militants d'autres organisations à Gaza ont réussi à abattre le mur ségrégationniste construit par Israël, à s'emparer de détachements militaires et à prendre le contrôle d'un vaste territoire. L'une des armées les plus puissantes et les plus sophistiquées du monde avait été dépassée par la résistance palestinienne et ses méthodes artisanales.

Le coup porté au sionisme a été monumental. Son invulnérabilité supposée avait été brisée à jamais. La réponse de l'État terroriste d'Israël, lorsqu'il est sorti de sa stupeur, a été brutale. Des semaines de bombardements sur la population civile sans défense de Gaza, blocus de la nourriture, de l'électricité, de l'eau potable, des médicaments. Des dizaines de milliers de morts et de disparus, dont une majorité d'enfants. Un génocide au vu et au su de l'humanité, soutenu par les puissances impérialistes et qui se poursuit à l'heure où nous écrivons ces lignes pour le dénoncer, tenter de l'arrêter et apporter notre vision des voies vers la liberté définitive du peuple palestinien.

L'action du Hamas et la réponse israélienne ont provoqué de profonds changements dans la région et dans le monde, ouvrant une nouvelle situation internationale de plus grande polarisation et mobilisation sociale. Les accords qu'Israël et l'impérialisme américain avaient tissés avec l'Arabie saoudite pour tenter d'enterrer définitivement la cause palestinienne dans le monde arabe ont été gelés. Les États-Unis ont été contraints de réorienter leurs forces, en affaiblissant leur présence dans d'autres régions en conflit, afin d'éviter que la crise ne s'étende au



reste du Moyen-Orient et, dans le même temps, de soutenir et de contenir le fasciste Netanyahu afin qu'il jette le moins d'huile sur un feu déjà assez intense. Mais ce qui est peut-être le plus important, c'est qu'après de très nombreuses années, la cause palestinienne a été replacée au centre de la situation mondiale et qu'un énorme mouvement de solidarité internationale s'est mis en marche qui, bravant les interdictions et la censure, a pris une telle ampleur qu'il a commencé à ébranler les gouvernements qui accompagnaient le nouveau génocide perpétré par Israël. Il est particulièrement significatif que les mobilisations les plus importantes, outre celles du monde arabe, aient lieu aux États-Unis et en Europe, au cœur de l'impérialisme. Il ne fait aucun doute que le dévoilement du véritable visage de l'État d'Israël vis-à-vis des secteurs de plus en plus larges de la société a constitué une nouvelle défaite pour le sionisme, qui revêt également un caractère historique.

En tant que socialistes révolutionnaires, nous regrettons profondément la perte de vies civiles. Mais nous défendons le droit de tous les peuples opprimés à prendre les armes contre leurs oppresseurs. Et nous répudions tous ceux qui utilisent cyniquement certaines morts et le répugnant génocide nazi tout

en ne montrant pas la moindre sensibilité humaine pour les dizaines de milliers de victimes des tueries indiscriminées commises par Israël. Ce n'est pas le Hamas, avec lequel nous avons des divergences fondamentales, qui est responsable de ce qui se passe. Le seul responsable est le sionisme qui, depuis 75 ans, massacre le peuple palestinien, vole ses terres et ses biens, oblige des millions de personnes à vivre dans des prisons à ciel ouvert ou entassées dans des camps dans les pays voisins où elles ont été forcées de se déplacer et comme des citoyens sans aucun droit au sein de l'État terroriste qui a été artificiellement implanté par le sang et le feu en 1948. À l'évidence le vrai visage de l'État d'Israël s'est démasqué aux yeux de secteurs toujours plus nombreux de la société et c'est une autre défaite historique du sionisme.

Le sionisme est un courant politique d'extrême droite, raciste et colonialiste, apparu à la fin du XIXe siècle, créé et dirigé par les secteurs juifs les plus riches pour éviter que les travailleurs et les jeunes juifs appauvris, victimes d'attaques racistes constantes, ne se tournent en masse vers les partis révolutionnaires en plein essor. La bureaucratisation de l'Union soviétique et de la Troisième Internationale et l'utilisation des crimes aberrants du nazisme ont permis au sionisme, avec le soutien de Staline et des impérialismes britannique et américain, de mettre en œuvre son plan de construction d'une enclave au Moyen-Orient en déplaçant le peuple palestinien, qui vivait pacifiquement sur ce territoire.

Le gouvernement actuel d'Israël, dirigé par Netanyahu, est représentatif des ailes les plus extrêmes, ultra-religieuses et fascistes du sionisme. Ce raciste avoué a intensifié le régime d'*apartheid* et la violence contre les Palestiniens, afin de coloniser davantage de territoires et de s'emparer de 100 % de Jérusalem. Mais parallèlement, il tentait d'imposer une série de réformes autoritaires contre les Israéliens eux-mêmes, ce qui a provoqué une division de la société comme jamais auparavant. Depuis des mois, des manifestations massives ont eu lieu à Tel-Aviv, où les demandes de démission se multiplient. Battu et humilié par le Hamas, il est peu probable qu'il puisse se maintenir au pouvoir à la fin des actions militaires, dont la brutalité actuelle s'explique par une tentative désespérée de regagner une partie de la crédibilité qu'il a perdue.

Le Hamas a réalisé l'action du 7 octobre pour se repositionner face à la jeunesse palestinienne qui critiquait sa passivité face à la situation désespérée à Gaza, aux arrestations incessantes, aux provocations

de plus en plus éhontées du gouvernement Netanyahu, comme celles menées contre les fidèles de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem ou l'avancée des colons en Cisjordanie. Il s'agit d'une organisation islamique fondamentaliste qui s'est développée pour conquérir électoralement le gouvernement de la bande de Gaza. Elle a longtemps été aidée par le sionisme pour diviser l'Autorité palestinienne et a pu profiter de l'espace laissé vacant par la débâcle de l'OLP d'Arafat, qui a été pendant de nombreuses années la direction reconnue des Palestiniens et a fini par trahir et reconnaître l'État terroriste d'Israël dans les accords d'Oslo de 1993. Des histoires similaires expliquent la montée de tels dirigeants religieux sectaires dans une grande partie du monde arabe.

En 75 ans d'occupation, le peuple palestinien s'est révélé être l'un des plus héroïques au monde. Le sionisme n'a jamais pu le briser. Génération après génération, il a redoublé d'ardeur au combat, et nous sommes convaincus qu'il continuera jusqu'à ce qu'il retrouve toute la terre qui lui appartient, « *du Jourdain à la Méditerranée* ». Il n'y a jamais eu de possibilité de vivre ensemble dans deux États, et l'histoire l'a prouvé. Le projet du sionisme est de s'emparer de toute la Palestine et d'achever le plan d'extermination et de nettoyage ethnique commencé en 1948. La seule possibilité d'une paix juste viendra de sa défaite et de la reconstruction d'une Palestine unique, laïque, non raciste, démocratique et socialiste. Au service de cet objectif stratégique, nous encourageons la création de partis révolutionnaires dans tout le Moyen-Orient. En effet, elle ne deviendra une réalité que si la révolution socialiste éclate dans la région et dans le monde.

Alors que nous continuons à soutenir la résistance ukrainienne contre l'agression impérialiste russe ; le peuple héroïque d'Haïti menacé par une nouvelle intervention militaire ; les peuples d'Afrique qui se rebellent contre la domination française ; l'héroïque peuple sahraoui en lutte contre la monarchie marocaine ; et les travailleurs, les femmes et les jeunes du monde entier qui luttent contre l'exploitation et l'oppression, nous appelons à poursuivre la mobilisation en solidarité avec la Palestine et en répudiation des crimes contre l'humanité perpétrés par Israël. À développer toutes sortes d'initiatives pour contrer les campagnes de mensonges et de calomnies qui tentent de victimiser le bourreau, et exiger de tous les gouvernements qu'ils rompent leurs relations commerciales et diplomatiques avec Israël 



Déclaration de la LIS

Solidarité avec les masses palestiniennes. Pour une **PALESTINE UNIQUE, LAÏQUE, DEMOCRATIQUE ET SOCIALISTE**

Ce samedi matin, 7 octobre, le Hamas a tiré des milliers de missiles sur Israël et a fait irruption dans les villes israéliennes autour de la Bande de Gaza avec de nombreux commandos armés, attaquant des bases militaires et prenant en otage des soldats et des civils.

Le peuple palestinien, lassé par des années d'oppression génocidaire, a réagi avec enthousiasme, se mobilisant en masse et des milliers de jeunes se sont spontanément joints à l'assaut contre les clôtures de barbelés et les murs de la honte entourant Gaza.

La réponse d'Israël a été un bombardement immédiat de cibles civiles à Gaza, y compris des hôpitaux, et une déclaration de Netanyahu selon laquelle ils sont en guerre et que les Palestiniens vont subir une attaque sans précédent. Le chef de l'armée sioniste a annoncé des bombardements massifs et appelle cyniquement la population civile à quitter Gaza, sachant que les plus de 2 millions d'habitants n'ont nulle part où aller et aucune chance de briser le siège imposé par l'État sioniste d'Israël.

Depuis sa fondation dans le sang et le feu en 1948, l'État d'Israël est une enclave impérialiste coloniale. Il a perpétré un génocide et un nettoyage ethnique sur le peuple palestinien, qui a été forcé de quitter sa terre en masse, de s'exiler dans les pays voisins et de vivre comme des citoyens de seconde catégorie dans l'apartheid de la Cisjordanie et comme des détenus dans l'immense camp de concentration qu'est la Bande de Gaza.

Israël a ignoré toutes les résolutions de l'ONU, poursuivant et approfondissant son extension coloniale avec des colonies illégales dans les espaces palestiniens de plus en plus réduits, provoquant, attaquant et massacrant la population civile.

Ces dernières années, l'État israélien s'est considérablement droitisé et a intensifié ses actions génocidaires. Il a non seulement légalisé la torture, mais aussi institutionnalisé l'apartheid et son plan de nettoyage ethnique avec une loi qui définit Israël comme un État juif, a limité l'autodétermination exclusivement aux Juifs, a éliminé l'arabe comme

langue officielle, a déclaré les colonies illégales « dans l'intérêt national », a déplacé sa capitale à Jérusalem et se l'est entièrement appropriée, contrairement aux traités de paix qui ont déterminé que la ville était partagée avec la Palestine et ont interdit l'établissement de la capitale de l'une ou l'autre des parties dans cette ville.

Depuis que Netanyahu a entamé son troisième mandat de Premier ministre en décembre 2022, on assiste à une nouvelle escalade des attaques israéliennes. De nouvelles colonies ont été légalisées et des dizaines de milliers d'unités de logement et de nouvelles colonies ont été planifiées, la peine de mort a été imposée aux « terroristes » palestiniens, une définition qui inclut même ceux qui jettent une pierre sur un char d'assaut, et les attentats à la bombe se sont multipliés, faisant plus de 200 morts parmi les civils palestiniens depuis le début de l'année, y compris des personnes âgées, des femmes et des enfants.

Parmi les attaques qui ont suscité le plus d'indignation publique, parallèlement à l'escalade de la violence dans les colonies illégales, figurent les raids répétés sur la mosquée Al Aqsa à Jérusalem, dont le dernier en date remonte à avril de cette année, où des policiers israéliens ont fait irruption dans la mosquée en tirant dessus, en frappant et en arrêtant les gens sans discernement.

Dans toute cette action du sionisme, nous devons chercher les causes de ce qui s'est passé aujourd'hui, avec un bilan déplorable de centaines de morts et de milliers de blessés. Tout en exprimant notre tristesse pour la perte de vie des Israéliens ordinaires, nous précisons également que les pertes subies par les Palestiniens aux mains de l'État sioniste d'Israël au cours des dernières décennies sont incomparablement plus élevées, et que la soi-disant communauté internationale, en particulier l'impérialisme occidental, est restée silencieuse à ce sujet. La violence des opprimés ne peut être jugée selon les mêmes critères que la violence de l'opresseur, en l'occurrence Israël, qui est un État doté de la puissance nucléaire et armé jusqu'aux dents par les États-Unis.

Avec le Hamas et le fondamentalisme islamique en général, que nous considérons comme une idéologie totalement réactionnaire et un produit de l'impérialisme lui-même, nous avons des différences irréconciliables, mais notre soutien au peuple palestinien dans sa résistance à son oppresseur, l'État raciste, génocidaire et colonial d'Israël, est inconditionnel. Tout peuple opprimé a le droit de se défendre et de lutter pour récupérer ce qui lui a été enlevé. Il est du devoir, non seulement de ceux d'entre nous qui sont des socialistes révolutionnaires, mais

de tous ceux qui aiment la liberté et défendent le droit des peuples à l'autodétermination, de soutenir le peuple palestinien.

Israël a le soutien financier, militaire et diplomatique explicite des États-Unis, de l'ensemble de l'impérialisme occidental et le silence complice de puissances telles que la Russie et la Chine, ainsi que d'une grande partie des bourgeoisies arabes et des gouvernements pro-impérialistes du monde. De même, des puissances régionales telles que l'Iran, qui oppriment leur propre peuple dans leur pays, défendent leurs propres intérêts et ne sont pas des amis du peuple palestinien. La soi-disant Autorité palestinienne est également corrompue jusqu'à la moelle et joue un rôle de collaboration. La principale victime de ce processus qui dure depuis 70 ans est le peuple palestinien. Mais il n'est pas seul, car il compte sur la sympathie de millions de travailleurs et de jeunes dans tout le Moyen-Orient et dans le monde entier.

Après tant d'années, il a été démontré qu'il n'y aura pas de paix tant que l'oppression d'un peuple entier par un État oppressif et terroriste créé artificiellement par l'impérialisme se poursuivra. La paix viendra de la défaite de l'opresseur et de la construction d'une Palestine unique, laïque, démocratique et socialiste dans le cadre d'une fédération volontaire de républiques socialistes dans tout le Moyen-Orient.

Une fois que l'État sioniste sera parvenu à se réorienter après cette attaque surprise, qui reflète le plus grand échec militaire et de renseignement d'Israël depuis des décennies, il intensifiera ses attaques contre Gaza et d'autres régions et renforcera son oppression des masses palestiniennes. Le conflit armé, relativement limité à l'heure actuelle, pourrait également dégénérer en une autre guerre régionale. Le devoir des masses travailleuses et des révolutionnaires, non seulement dans la région arabe mais dans le monde entier, est de s'élever dans les rues, sur les lieux de travail, sur les réseaux sociaux et dans d'autres lieux contre l'oppression et l'occupation israéliennes des terres palestiniennes, et de forcer l'État sioniste, soutenu par l'impérialisme, à se retirer.

La Ligue Internationale Socialiste (LIS) appelle à la mobilisation internationale la plus large pour défendre le peuple palestinien et se solidariser avec lui contre le nouveau massacre qui s'annonce et pour mettre fin à l'apartheid qu'il subit depuis des décennies.

**Comité exécutif de la
Ligue Internationale Socialiste**
07/10/2023 



Netanyahou, RÉVULSIF A L'INTERIEUR ET A L'EXTERIEUR d'Israël

PAR MAHER KHAZAAL

L'offensive anti-palestinienne déclenchée par le Premier ministre israélien depuis son entrée en fonction à la fin de l'année 2022, ainsi que la profonde fracture interne provoquée par sa réforme judiciaire, ont certainement ouvert la voie à la riposte du Hamas. Un certain climat « d'unité nationale » prévaut désormais en Israël face au conflit militaire, mais il ajoute la peur et l'insécurité sociale à une crise politique qui reste ouverte.

Benjamin Netanyahou a remporté les élections grâce à une coalition de son parti, le Li-

koud, d'extrême droite et anti-palestinien, et de cinq autres forces ultra-sionistes et ultra-religieuses¹. Il a récolté le vote sanction contre le précédent gouvernement laïc de centre-droit et ses ajustements. Il s'agissait des cinquièmes élections en trois ans, en raison de la grande instabilité. Avec 64 députés sur 120 à la Knesset (parlement), Netanyahou a été nommé premier ministre².

Avant le conflit actuel, Netanyahou a encouragé l'implantation de nouvelles colonies illégales en Cisjordanie, a démoli des maisons palestiniennes, a interdit l'affichage du drapeau palestinien et a subordonné la police au ministre raciste de la Sécurité, qui contrôle à son tour la garde nationale (milice civile sioniste



de réserve). Il prévoit également de retirer la citoyenneté ou la résidence israélienne à toute personne recevant des subventions de l'Autorité palestinienne et d'imposer la peine de mort aux « terroristes » palestiniens, définition qui inclut toute personne jetant une pierre sur un soldat israélien.

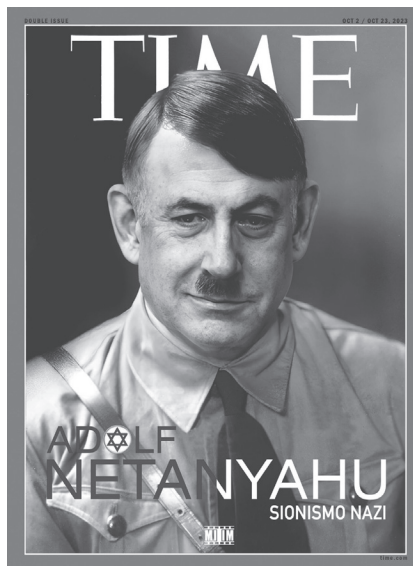
Sur le plan intérieur, Netanyahu prévoit de taxer les dons étrangers aux organisations civiles de solidarité avec les Palestiniens, d'interdire toute candidature « *qui nie l'existence d'Israël en tant qu'État juif et démocratique* » et d'autoriser celles qui défendent la suprématie juive, et - en raison de son pacte avec les ultra-religieux - d'augmenter les subventions de l'État aux écoles juives, d'interdire aux couples LGBT d'adopter, d'autoriser les subventions pour les événements ségrégés en fonction du sexe, de refuser de signer la Convention internationale d'Istanbul contre la violence basée sur le genre.

RÉFORME, CRISE ET APRÈS...

La mesure qui a suscité des manifestations massives pendant plus de huit mois est la réforme judiciaire. Puisque la Cour suprême, toujours manifestement sioniste, a déclaré illégales plusieurs colonies et a habilité certains

candidats que l'extrême droite ne tolère pas, Netanyahu veut que le Parlement, à la majorité simple, puisse annuler ses décisions ou promulguer des lois qu'elle juge anticonstitutionnelles. En outre, le gouvernement aurait plus de pouvoir pour nommer les juges et supprimerait le poste de procureur général : cela profiterait à Netanyahu, qui a été inculpé pour corruption.

En juillet, avec les 64 voix officiels, la Knesset a approuvé le premier point de cette réforme, qui limite le pouvoir de la Cour de réviser les lois. Mais il lui manque l'essentiel. Avant le conflit militaire, plus de 100 000 personnes manifestaient chaque vendredi à Tel-Aviv et dans d'autres villes ; on voyait des drapeaux palestiniens, d'arcs-en-ciel et des banderoles antisionistes. Cette grave crise a dégradé la cote de crédit d'Israël et a alarmé ses alliés et même des entreprises étrangères, comme les innovateurs technologiques, une branche clé dont les travailleurs ont participé aux manifestations.



Caricature représentant Netanyahu en nazi.

Cette théocratie pro-américaine appelée Israël commet l'*apartheid*, le terrorisme d'État et le génocide anti-palestinien et discrimine la minorité arabe qui représente 20 % de sa population. Netanyahu cherche à écraser les Palestiniens et à durcir cette « démocratie » juive très relative. Les récentes manifestations réclamant sa démission pour les manquements en matière de renseignement, de sécurité et de mauvaise gestion du conflit militaire, en particulier avec

les otages, ont été réprimées, tandis que les secteurs critiques sont de plus en plus harcelés. La crise interne en Israël connaîtra de nouveaux chapitres et contribuera à affaiblir le gouvernement d'extrême droite et l'État sioniste. ✊

1. Shas (séfarade), Judaïsme unifié de la Torah (ashkénaze), Sionisme religieux et Pouvoir juif (racistes et antimusulmans) et Joie (anti-LGBT).
2. Les trois partis sionistes centristes comptent 42 députés, les deux listes arabes 10, les travaillistes 4 et les sociaux-démocrates et islamistes n'ont pas été élus.



Le Hamas, C'EST QUOI

PAR PABLO VASCO

- Cette organisation ultra-islamiste est née à Gaza au début des années 1980 en tant que branche palestinienne des Frères musulmans égyptiens. Comme le reconnaissent des responsables militaires et politiques sionistes¹, Israël l'a financée pendant plus d'une décennie pour l'utiliser dans son conflit avec l'OLP laïque, tout comme les États-Unis ont soutenu les talibans afghans pour contester l'influence russe. Ce type d'action s'est répété avec la plupart des sectes islamiques fondamentalistes.
- En 1993, l'OLP a conclu les accords d'Oslo avec Israël, abandonnant sa lutte historique pour dissoudre l'État sioniste et le remplacer par une Palestine laïque et démocratique. Cette trahison, puis la violation des accords par Israël, ont renforcé le Hamas, qui a maintenu son opposition à la reconnaissance de cet État.
- Les intifadas ont renforcé encore le Hamas. En 2006, il remporte les élections législatives avec 44 % des voix, se heurte à l'OLP, rompt sa co-gouvernance avec elle en Cisjordanie et forme son propre gouvernement à Gaza. Il y contrôle la protection sociale et réprime les manifestations pour les salaires et contre les impôts et la corruption.
- Dans le monde, le Hamas n'est considéré comme *terroriste* que par Israël et ses partenaires impérialistes : les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union européenne, le Japon, l'Australie, le Canada. Peut-être que d'autres pays vont maintenant faire de même, pour cacher le *terrorisme d'État* d'Israël.
- Bien que les pertes civiles dans ces conflits sont regrettables, les lois internationales reconnaissent le droit démocratique de tout peuple occupé à résister à l'occupant avec les armes à la main. L'action du Hamas du 7 octobre n'est pas étrangère aux masses palestiniennes, mais une composante de leur résistance, qui est également intégrée par d'autres groupes.
- Nous avons des différences fondamentales avec le Hamas. Son projet est une Palestine capitaliste musulmane et, depuis 2017, il accepte les frontières d'avant-guerre de 1967, c'est-à-dire la coexistence avec Israël. Malgré cela, ses positions nationalistes et antisionistes



jouent à certains moments un rôle contradictoire, les amenant à lidererla résistance contre Israël.

QUELQUES DÉBATS

La politique à l'égard du mouvement palestinien et de sa direction actuelle, le Hamas, ouvre des débats dans toute la gauche réformatrice et révolutionnaire mondiale. Par exemple, le parti trotskiste français Lutte Ouvrière critique le Hamas presque autant que Netanyahu et propose aux Palestiniens « une existence nationale aux côtés des Israéliens »² : le même piège échoué des deux États que l'ONU soutient.

En Italie, Lotta Comunista est encore pire. Elle parle de « symétrie des horreurs » et du « terrorisme réactionnaire » du Hamas, elle ne fait même pas preuve de solidarité avec Gaza et propose comme issue un « internationalisme de classe » abstrait, déconnecté de la réalité³. En fait, les deux positions sont fonctionnelles pour Israël.

Assimiler un processus de lutte à sa direction conduit à deux erreurs symétriques unilatérales. Si l'on valorise cette direction comme la lutte qu'elle mène, on tend à lui céder de manière opportuniste. Et si l'on relativise le combat parce qu'elle est menée par un secteur non révolutionnaire, on finit par tomber dans le sectarisme à l'égard de cette lutte.

Par exemple, et même s'il prétend le faire « avec sa politique », le PO argentin refuse d'inclure dans toute déclaration commune la moindre critique du Hamas, affirmant que « c'est une obligation révolutionnaire élémentaire de soutenir inconditionnelle-

ment - c'est-à-dire sous sa direction actuelle - la guerre de libération libanaise et palestinienne » et que « nous soutenons jusqu'à la mort la lutte armée du Hezbollah et du Hamas »⁴.

A son tour, pour la Fraction trotskiste qui dirige le PTS argentin, « l'action militaire du Hamas, qui a attaqué des postes militaires et des civils, a été facilement instrumentalisée par Netanyahu et les États impérialistes pour tenter de légitimer leur déclaration de guerre. Elle a également permis au gouvernement israélien de rallier toute l'opposition et tous les secteurs critiques derrière le soutien à une offensive militaire contre Gaza... Les méthodes du Hamas empêchent de progresser vers l'unité nécessaire dans la lutte entre la population arabe palestinienne, les Arabes israéliens et même des sections de la classe ouvrière juive qui rompent avec le sionisme »⁵. En fait, pour la FT, il s'agissait d'une action plutôt négative... 🐞

1. <https://diariored.canalred.tv/internacional/hamas-de-aliado-de-israel-a-grupo-terrorista/>

2. <https://www.union-communiste.org/es/2023-11/los-palestinos-sacrificados-en-el-altar-del-imperialismo-7187>

3. Lotta comunista, Année LIX, N° 638, octobre 2023.

4. <https://revistaedm.com/edm-23-10-21/cual-debe-ser-la-posicion-de-la-izquierda-frente-a-la-estrategia-y-los-metodos-de-hamas/>

5. <https://www.laizquierdadiario.com/Alto-a-los-bombardos-y-la-intervencion-militar-israeli-contra-el-pueblo-palestino> (notre soulignement)

Lire ici
La menace du fondamentalisme
islamique et l'hypocrisie de
l'impérialisme



Israël consacre énormément d'efforts à répandre l'idée que le sionisme et le judaïsme sont une seule et même chose et que, par conséquent, toute opposition au sionisme est antisémite et raciste. Il s'agit de l'un des mensonges les plus importants et les plus soutenus dans le monde d'aujourd'hui. Le sionisme est un mouvement politique réactionnaire, raciste et colonial qui était, jusqu'à une date relativement récente, minoritaire au sein de la communauté juive.



Le fasciste déguisé en David

QU'EST-CE QUE LE SIONISME ?

PAR VERÓNICA O'KELLY

Le sionisme est apparu comme un courant politique et idéologique en Europe centrale et orientale à la fin du XIXe siècle, en tant que réponse réactionnaire à l'antisémitisme des gouvernements européens, mais ce n'était pas la seule réponse. En fait, elle était la moins représentative de la classe ouvrière juive massive.

L'ORIGINE DE L'ANTISÉMITISME MODERNE

Karl Marx et Abraham Léon¹ ont analysé les causes matérielles de l'évolution historique de la population juive. Sous le féodalisme, les Juifs étaient principalement chargés des transactions mercantiles et financières, constituant ainsi un *peuple-classe*. Lorsque ces bases matérielles de cohésion disparaissent avec la chute du féodalisme, le capitalisme, dans sa phase régressive, n'as pas pu les assimiler et met en concurrence les marchands et artisans juifs avec les non-

Juifs, tout en détruisant l'économie artisanale. En moins de 50 ans, ces processus ont créé une immense classe ouvrière juive en Europe de l'Est, où vivaient la plupart des Juifs. Ils sont devenus un bouc émissaire facile pour les monarchies russe et allemande, qui ont fomenté des pogroms pour que les travailleurs non juifs accusent les Juifs d'être responsables de leurs problèmes. Beaucoup ont émigré à l'Ouest, où ils ont été accueillis pour jouer le même rôle. C'est ainsi qu'est né l'antisémitisme moderne, une idéologie bourgeoise réactionnaire visant à diviser la classe ouvrière et à plonger une partie de celle-ci dans un niveau d'oppression et d'exploitation encore plus élevé.

LA NAISSANCE DU SIONISME

C'est dans ce contexte que le principal fondateur du sionisme, Théodore Herzl, écrit en 1895 : « *Je suis parvenu à une attitude plus ou-*

verte à l'égard de l'antisémitisme, que j'ai commencé à comprendre et à pardonner historiquement. Par-dessus tout, j'ai reconnu qu'il était vain d'essayer de combattre l'antisémitisme »². Deux ans plus tard, il fonde l'Organisation sioniste mondiale dans le but de créer un État juif en Palestine³. En d'autres termes, son point de départ était d'accepter le mensonge raciste selon lequel les Juifs et les non-Juifs ne peuvent pas vivre ensemble. Désormais, sionistes et antisémites se trouveront de profonds intérêts communs.

La définition la plus précise du *sionisme* est un mouvement politique qui, face à l'antisémitisme des gouvernements européens, propose la fondation d'un État-nation juif.



David Ben-Gurion lit le document fondateur de l'État d'Israël au Parlement hébreu.

UN MOUVEMENT MINORITAIRE ET BOURGEOIS

Le problème des sionistes est que leurs idées étaient marginales au sein de la communauté juive. Les Juifs vivaient dans leur pays depuis des générations et n'avaient aucun intérêt à s'installer dans un pays lointain et inconnu. En fait, en raison de leur situation en tant que section particulièrement opprimée de la classe ouvrière européenne (qui, au cours de ces décennies, s'organisait massivement dans les syndicats et les partis du socialisme marxiste), la plupart des travailleurs juifs s'organisaient ou sympathisaient avec des partis socialistes ou des organisations socialistes juives, luttant contre l'antisémitisme et pour l'unité de la classe ouvrière contre ses exploiters.

Certains des dirigeants révolutionnaires les plus importants de l'époque étaient issus

de familles juives, comme Rosa Luxemburg et Léon Trotski (et Marx lui-même, quelques décennies plus tôt). Dès le départ, le projet sioniste était lié aux intérêts de la bourgeoisie juive, et non à ceux des millions de travailleurs qui luttaienent pour leur émancipation. Les premiers voulaient que leur État fasse comme les bourgeoisies européennes, les seconds luttaienent pour l'assimilation sociale dans chaque pays et comme partie de la classe ouvrière révolutionnaire qui prendrait le pouvoir pour construire le socialisme.

C'est ce qu'explique Lénine dans une polémique avec le parti socialiste ouvrier juif, le Bund : « *Absolument inconsistante du point de vue scientifique, l'idée d'un peuple juif spécial est, par sa portée politique, réactionnaire... L'hostilité à l'égard des couches allogènes de la population ne peut être éliminée que lorsqu'elles cessent de constituer un élément étranger, quand elles fusionnent dans la masse de la population. C'est la seule solution possible à la question juive, et nous devons soutenir tout ce qui contribue à mettre fin au particularisme juif* »⁴.

UN PROJET IMPÉRIALISTE ET COLONIAL

Dès le départ, les sionistes ont compris que leur seul espoir d'atteindre leur but était de s'assurer le soutien d'une des puissances impérialistes qui se partageaient alors le monde dans une course colonialiste. Ils recherchent le soutien des monarques antisémites d'Allemagne, de Russie, de l'Empire ottoman. Mais le bond en avant se produit lorsque, en 1917, le gouvernement britannique s'intéresse à la perspective d'un allié solide au Moyen-Orient, dont l'existence dépend de son soutien militaire.

Avec la *Déclaration Balfour* publiée cette année-là, le gouvernement britannique a commencé à soutenir et à subventionner l'émigration juive vers la Palestine, qui était alors son protectorat. Toutefois, le soutien impérial n'a pas suffi à déclencher une émigration massive vers la Palestine. Seules les horreurs de l'Holocauste nazi y parviendront, avec l'aide des États-Unis et d'autres pays qui ont fermé leurs portes aux millions d'immigrants juifs qui y ont cherché asile avant de se retrouver, sans autre alternative, en Palestine.

COLLABORATEURS NAZIS

Dans l'Allemagne nazie, le caractère réactionnaire, raciste et colonial du projet sioniste est révélé à l'extrême, et il a trouvé avec Hitler un grand objectif commun à la poursuite duquel ils ont collaboré : déplacer autant de Juifs que possible de l'Allemagne vers la Palestine.

« À l'époque, la collaboration signifiait que les principales organisations sionistes travaillaient contre le boycott mondial anti-allemand qui avait été lancé pour dénoncer l'antisémitisme des nazis. Au lieu de cela, l'Organisation sioniste mondiale a élaboré un 'Accord de transfert' en vertu duquel l'argent des Juifs allemands pouvait être envoyé en Palestine pour financer des importations en Allemagne. Pendant ce temps, en Allemagne, les nazis interdisent toutes les organisations de résistance socialistes et juives et arrêtent leurs dirigeants. Mais ils ont permis aux sionistes de continuer à fonctionner »⁵.

Pour les sionistes, le transfert des Juifs en Palestine est toujours passé avant la possibilité de sauver des vies juives des camps de concentration nazis. Pour justifier son opposition à un projet d'émigration d'enfants juifs allemands vers la Grande-Bretagne, Ben-Gourion a déclaré : « S'il était possible de sauver tous les enfants d'Allemagne en les installant en Angleterre, ou juste la moitié en les installant en Eretz Israël, je choisirai cette deuxième solution. Car nous devons prendre en compte non seulement la vie de ces enfants, mais aussi l'histoire du peuple d'Israël »⁶.

UNE ENCLAVE IMPÉRIALISTE COLONIALE, RACISTE ET GÉNOCIDAIRE

Le sionisme a été conçu comme un projet intrinsèquement colonial, raciste et réactionnaire. En réalisant ses objectifs, il devait perpétrer des génocides, établir une enclave gendarme de l'impérialisme et un État raciste et réactionnaire. Comprendre cette réalité et la défendre contre la monstrueuse campagne internationale de mensonges organisés de l'impérialisme est indispensable car aucune solution pour la Palestine ne sera possible sans un démantèlement complet de ce projet. Aucune société démocratique et égalitaire n'est possible sans opposer à l'actuel État d'Israël, qui est constitué sur cette base et qui ne peut que servir ces objectifs, une Palestine unique, laïque, démocratique et socialiste.. ✊

Solidarité avec dirigeant de la LIS face à la persécution sioniste

Partout dans le monde, le sionisme cherche à faire taire les voix de solidarité avec la Palestine et les critiques d'Israël et de son génocide. Entre autres cas, la DAIA (Délégation des associations israéliennes argentines), qui avec hypocrisie assimile l'antisionisme à l'antisémitisme, a dénoncé pénalement Alejandro Bodart, coordinateur de la LIS et dirigeant du MST argentin. Le tribunal ayant accepté la plainte, celle-ci passera en procès oral les 17, 18 et 19 avril. Dans le cadre d'une campagne de solidarité internationale, nous demandons aux organisations de défense des droits humains, aux partis politiques et aux organisations sociales du monde entier de signer la pétition en défense des libertés démocratiques d'expression et de presse du camarade Bodart, adressée au tribunal, dans le QR suivant : ✊



1. Abraham Léon est né à Varsovie, en Pologne, en 1918. Il a été l'un des dirigeants de la section belge de Hashomer Hatzair, l'aile gauche du mouvement de jeunesse sioniste, avec laquelle il a ensuite rompu, est devenu marxiste et a rejoint la section belge de la Quatrième Internationale. Dans son ouvrage *La question juive*, il analyse le rôle socio-économique des Juifs dans l'histoire avec la méthode marxiste et formule la thèse du *peuple-classe*. Capturé par les nazis en juin 1944 et déporté au camp d'extermination d'Auschwitz, il y meurt quelques mois plus tard.
2. Le *Journal* de Théodore Herzl.
3. Il convient de mentionner qu'avant de choisir la Palestine, dont ils estimaient qu'elle se heurterait à la résistance des peuples déjà y établis, les sionistes ont envisagé l'Ouganda, l'Angola et la Patagonie argentine comme variantes. Le mouvement n'a adopté la propagande religieuse de la « terre promise » qu'après avoir décidé, pour des raisons totalement différentes, d'établir Israël en Palestine.
4. *Iskra*, 1903.
5. Lenni Brenner, *Le sionisme à l'ère des dictateurs*.
6. Idem note 5.

La COLONISATION de la Palestine

PAR RUBEN TZANOFF ET VICENTE GAYNOR



La création de l'État d'Israël se cache derrière ce qui pourrait être la plus grande campagne de mensonges organisée dans l'histoire. Il s'agissait de l'exécution d'un plan de nettoyage ethnique prémédité et froidement exécuté contre un peuple sans défense. Les Palestiniens appellent cela la Nakba, la catastrophe. C'était un génocide.

En 1922, la Palestine comptait près de 760 000 habitants, dont 89 % étaient des Arabes palestiniens. Les dirigeants sionistes ont été absolument clairs sur le fait que la Palestine n'était pas « *une terre sans peuple pour un peuple sans terre* », comme ils l'affirmaient pour justifier leur projet colonial.

Le premier chef de l'État d'Israël, David Ben-Gourion, ne s'en est pas caché : « *il n'y a pas de place pour les deux peuples dans ce pays. Nous n'atteindrons pas notre objectif d'être un peuple indépendant avec la présence d'Arabes dans ce petit pays. La seule solution est une Palestine, ou du moins une Palestine occidentale, sans Arabes. Et il n'y a pas d'autre moyen que de les transférer d'ici vers les pays voisins, de les transférer tous. Ni une ville ni une tribu ne devraient subsister* ».¹

Un document sioniste de l'époque, le *Rapport Koenig*², envisageait comment ce « transfert » de

Palestiniens souhaité par Ben-Gourion serait réalisé : « *Nous devons recourir à la terreur, au meurtre, à l'intimidation, à la confiscation des terres et au blocus de tous les services sociaux pour débarrasser la Galilée de sa population arabe* ».

DES « SOCIALISTES » RACISTES

Le projet colonial du sionisme a été lancé bien avant la fondation de l'État d'Israël en 1948. Les premières colonies sionistes en Palestine remontent au XIXe siècle, mais après le soutien britannique obtenu avec la *Déclaration Balfour* en 1917, le processus s'est accéléré considérablement. Les organisations juives ont acheté de vastes étendues de terres à des propriétaires absents, déplaçant ainsi un grand nombre de paysans palestiniens. Les sionistes ont également commencé à construire une économie « d'enclave » exclusivement juive, organisée autour de l'Histadrout, la confédération générale des travailleurs juifs de Palestine. Ils se présentaient comme des travaillistes, construisant une société coopérative socialiste autour des *kibboutzim* (communes agricoles), mais exclusivement juive. En fait, ils ont fonctionné comme des escouades de voyous et des briseurs de grève contre les travailleurs palestiniens : « *ils formaient*

des piquets et montaient la garde dans les vergers juifs pour empêcher les travailleurs arabes de trouver du travail. Des escouades de militants ont pris d'assaut les marchés, versant du kérosène sur les tomates cultivées dans les jardins arabes ou cassant les œufs que les ménagères juives pouvaient acheter aux marchands arabes ».³

LA RÉBELLION DE 1936

En 1936, les travailleurs palestiniens lancèrent une grève générale contre la pauvreté croissante et contre les avancées des sionistes et de leurs partenaires britanniques. L'Histadrout a organisé ses travailleurs en briseurs de grève, en coordination avec les employeurs britanniques pour remplacer les grévistes arabes par des travailleurs juifs dans le port de Haïfa et sur les chemins de fer palestiniens. La grève générale a duré six mois et le soulèvement, avec des flux et reflux d'affrontements armés, de grèves, de mobilisations, s'est poursuivi pendant trois ans. Mais la répression sioniste et britannique a finalement vaincu la rébellion héroïque, qui manquait de direction politique et de soutien international. Avant l'avancée sioniste, les gouvernements arabes craignaient davantage le soulèvement des travailleurs qu'ils exploitaient eux-mêmes.

En fait, l'intensité de la révolte était due au fait que la menace sioniste contre la Palestine devenait de plus en plus évidente. Entre 1931 et 1945, la population juive en Palestine est passée de 174 000 à 608 000. Des milliers de Juifs fuyant les persécutions en Europe centrale et orientale et rejetés par la Grande-Bretagne, les États-Unis et d'autres pays occidentaux se sont retrouvés en Palestine. Bien que les Juifs ne représentaient qu'un tiers de la population palestinienne à la veille de la déclaration de la création d'un État en 1948, ils constituaient une minorité puissante et bien armée. À mesure que la population juive augmentait, les provocations sionistes contre les Palestiniens augmentaient également.

GENDARME IMPÉRIALISTE

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont devenus la plus grande puissance impérialiste et le sionisme a y vu la possibilité de changer de partenaire majeur. Le leader sioniste David Ben-Gourion l'a clairement exprimé : « *Pour ma part, je n'avais aucun doute sur le fait que le centre de*

gravité de nos forces devait se déplacer du Royaume-Uni vers l'Amérique du Nord, qui était en passe de conquérir la première place mondiale ».⁴

Les sionistes mettront des décennies à « gagner » le soutien inconditionnel de l'impérialisme américain, mais ils ont réussi quelque chose de clé dans la période d'après-guerre : les États-Unis ont adopté la cause de la fondation de l'État d'Israël et se sont mis d'accord sur la question avec l'URSS dans le cadre des conférences de Yalta et de Potsdam et ont dirigé les efforts pour le faire approuver aux Nations Unies.

LE SOUTIEN SOVIÉTIQUE MÉCONNU ET INDISPENSABLE

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé la Résolution 181, qui sanctionnait le plan de partage de la Palestine en un État juif et un État arabe, approuvant l'envoi de colons juifs européens comme un fait accompli. Le sionisme a atteint son objectif avec le soutien de l'impérialisme américain, de l'ONU et de l'URSS. Le poids du soutien soviétique est aujourd'hui peu connu, mais sans lui, la fondation d'Israël en 1948 aurait été impossible.

Le Parti communiste de Palestine (PCP), fondé en 1924 avec l'aide de l'Internationale communiste, luttait pour unir les travailleurs arabes et juifs et construire une Palestine socialiste. Cependant, le PCP s'est bureaucratisé comme le reste de l'Internationale après la montée de Staline. Il s'est rangé en fonction des besoins de la politique étrangère russe et de la stratégie de construction de *fronts populaires* avec les bourgeoisies nationales.

En 1943, le PCP se divise selon des lignes nationales. Les membres juifs, accusant la direction du parti d'avoir une politique « ultranationaliste » liée à la bourgeoisie arabe, ont réorienté le parti vers l'acceptation de l'idée sioniste selon laquelle la communauté juive de Palestine constituait un *groupe national* ayant le droit à l'autodétermination. L'abandon de la lutte pour une Palestine unique et socialiste a conduit la majorité des cadres arabes à abandonner le parti et à fonder la Ligue de libération nationale (LLN). Lorsque l'Union soviétique a annoncé son soutien à la formation d'Israël, le PCP, jusqu'alors opposé à la partition, a fait de même et ses militants ont rejoint les milices sionistes pour lutter contre la résistance arabe. Le LLN, pour sa part, s'est dissous, certains dirigeants soutenant la partition et d'autres s'y opposant.

Le 14 mai 1948, lorsque le dernier soldat britannique quitte la Palestine, Ben-Gourion et l'armée juive déclarent la création de l'État d'Israël à Tel-Aviv. Trois jours plus tard, l'URSS devenait le premier État au monde à reconnaître diplomatiquement Israël. En décembre 1948, l'URSS vota contre la Résolution 191 de l'ONU, qui établissait le *droit au retour* des réfugiés palestiniens. L'année suivante, elle a soutenu militairement Israël dans sa guerre de conquête coloniale, en envoyant des armes via la Tchécoslovaquie. De l'autre côté, la modeste Quatrième Internationale trotskyste et son groupe palestinien rejetaient la partition, l'intervention impérialiste et l'État d'Israël.

Aussi publique que soit la quête sioniste d'un soutien américain, Staline était convaincu qu'il contestait le rôle de surveillant du gendarme inconditionnel qu'Israël entendait être. Ce n'est qu'en 1950, alors que l'alignement d'Israël sur le camp occidental devenait plus clair et qu'il voyait de plus grandes opportunités parmi les Arabes, que Staline retira soudainement son soutien politique public à l'État d'Israël, même s'il maintiendra toujours un niveau profond de collaboration.

LA NAKBA

Le plan systématique d'expulsion massive de la population arabe de Palestine et de son remplacement par des colons juifs a été mis en œuvre immédiatement après l'approbation du plan de partage des Nations Unies en novembre 1947.

Les forces militaires sionistes et les milices terroristes ont lancé une offensive militaire à grande échelle contre une population désarmée et sans défense. Ils ont dévasté des centaines de villages. Ils ont massacré des Palestiniens sans discrimination, des enfants, des femmes, des personnes âgées, village après village, pour imposer la terreur et provoquer une fuite massive en panique.

Les témoignages décrivent leurs méthodes. À Khisas, « *les soldats juifs ont attaqué le village le 18 décembre 1947 et ont commencé à faire sauter des maisons au hasard au milieu de la nuit alors que leurs occupants dormaient encore profondément. Quinze villageois, dont cinq enfants, sont morts lors de l'attaque* »⁵. En 1948, les actions deviennent plus offensives, afin de conquérir et de « nettoyer » toute la Palestine.

Pour ce faire, ils ont utilisé le Plan Dalet ou Plan D, préparé et exécuté par Ben-Gourion et son comité consultatif clandestin, qui précisait :

*« Ces opérations peuvent être menées de la manière suivante : soit en détruisant les villages (en les incendiant, les faire exploser et placer des mines parmi les décombres) et en particulier les colonies qui sont difficiles à contrôler en permanence ; soit organiser des opérations de ratissage et de contrôle selon ces directives : les villages sont encerclés, une fouille est effectuée à l'intérieur de ceux-ci. En cas de résistance, les forces armées doivent être liquidées et la population expulsée hors des frontières de l'État ».*⁶

Chaque brigade a reçu une liste des villages ou quartiers à occuper, détruire et vider, et à quelle date. Le Plan D fut exécuté entre avril et mai 1948. Les villages ruraux des montagnes de Jérusalem furent pris comme modèle : « *l'objectif principal de l'opération est la destruction des villages arabes... [et] l'expulsion des villageois pour qu'ils deviennent un fardeau économique pour les forces arabes* »⁷. Selon la propagande officielle, les villages auraient eu la possibilité de se rendre, mais cela n'a pas été le cas.

L'un des pires massacres a eu lieu à Deir Yassin. Les militaires sont arrivés au village, ont mitraillé les habitants, rassemblé les survivants, les ont tués de sang-froid et ont violé quelques femmes avant de les tuer. Il y a eu 170 décès, dont 30 bébés. Le survivant Fahim Zaydan, alors âgé de 12 ans, se souvient : « *Ils nous ont emmenés les uns après les autres ; ils ont tiré sur un vieil homme et lorsqu'une de ses filles a crié, ils l'ont abattue également. Ensuite, ils ont appelé mon frère Muhammad et lui ont tiré dessus devant nous, et quand ma mère, qui portait ma sœur Hudra dans ses bras, alors qu'elle allaitait encore, s'est jetée sur lui en pleurant, ils lui ont tiré dessus aussi* ».

Les villes furent victimes du même sort que les villages. En fait, les agents ont d'abord attaqué les villages environnants, puis se sont dirigés vers le centre urbain le plus proche. Après les expulsions, les maisons ont été pillées, démolies ou occupées par des colons. Dans son *Journal*, Ben-Gourion décrit l'avancée sioniste : « *Quand je vais maintenant à Jérusalem, j'ai l'impression d'être dans une ville juive (Ivrit). C'est un sentiment que je n'avais auparavant qu'à Tel Aviv ou dans une ferme agricole. Il est vrai que tout Jérusalem n'est pas juive, mais il y a déjà un énorme bloc juif : quand on entre dans la ville par Lifta et Romema, par Mahaneh Yehuda, la rue Roi Georges et Mea Shearim, on ne voit pas d'Arabes. 100 % sont juifs... Dans de nombreux quartiers arabes de l'ouest, il n'est pas possible de trouver ne serait-ce qu'un seul Arabe... Si nous persistons, il est fort possible que dans les six ou huit prochains*

mois, il y ait des changements considérables dans le pays, et pour notre bénéfice. Sans aucun doute, les changements dans la composition démographique du pays seront notables »⁸.

LA « GUERRE D'INDÉPENDANCE » ET LA TRAHISON DES ROIS

Pendant cinq longs mois, depuis que l'ONU a approuvé la partition de la Palestine et que les forces sionistes ont lancé leur assaut génocidaire contre la population sans défense, les gouvernements arabes n'ont fait que des déclarations. Tandis que la résistance palestinienne, affaiblie par la défaite du soulèvement de 1936-39, dispersée, désarmée et sans direction, était exterminée, tandis que des massacres se produisaient ville après ville, ces gouvernements réactionnaires spéculaient et négociaient.

Ce n'est que le 14 mai 1948, avec la proclamation de l'État d'Israël (et en constatant que les sionistes avançaient sur un territoire bien plus étendu que celui prévu par l'ONU), qu'ils se sont sentis obligés d'intervenir. Le lendemain, ils entrent en guerre contre Israël, d'abord la Transjordanie, puis l'Égypte et dans une moindre mesure d'autres pays arabes. Même dans ce cas, ils le font avec un engagement minimal, engageant moins de 25 000 soldats au total, contre une force israélienne bien mieux équipée, composée de 60 000 à 70 000 soldats.

La faible façade de l'intervention militaire préfigurait la trahison qui se préparait déjà avec le pacte secret négocié par le roi Abdallah de Transjordanie et le gouvernement israélien. Ils se sont partagé la Palestine de la même manière que les Européens avaient partagé le Moyen-Orient 30 ans auparavant. Abdallah a accepté que l'État d'Israël étende sa zone au-delà de ce qui lui avait été accordé par la partition de l'ONU et a annexé la Cisjordanie pour lui-même. Le roi Farouk d'Égypte a trahi le peuple palestinien pour encore moins : il a signé l'accord en échange du maintien du contrôle d'une bande de Gaza réduite.

Cette trahison de la part de ceux qui se présentent comme les « représentants de la nation arabe » serait la première d'une longue série qui confirmerait encore et encore que les intérêts de classe prévalent toujours sur les nationalités. La bourgeoisie arabe est le partenaire junior de l'impérialisme dans le pillage colonial et semi-colonial de leurs terres et de leurs peuples. Pour eux, le

peuple palestinien n'est rien de plus qu'un atout, une monnaie d'échange, tandis qu'Israël n'est qu'un autre État capitaliste, avec lequel il peut être plus ou moins pratique pour eux de rivaliser et de collaborer dans des affaires capitalistes.

NETTOYAGE ETHNIQUE

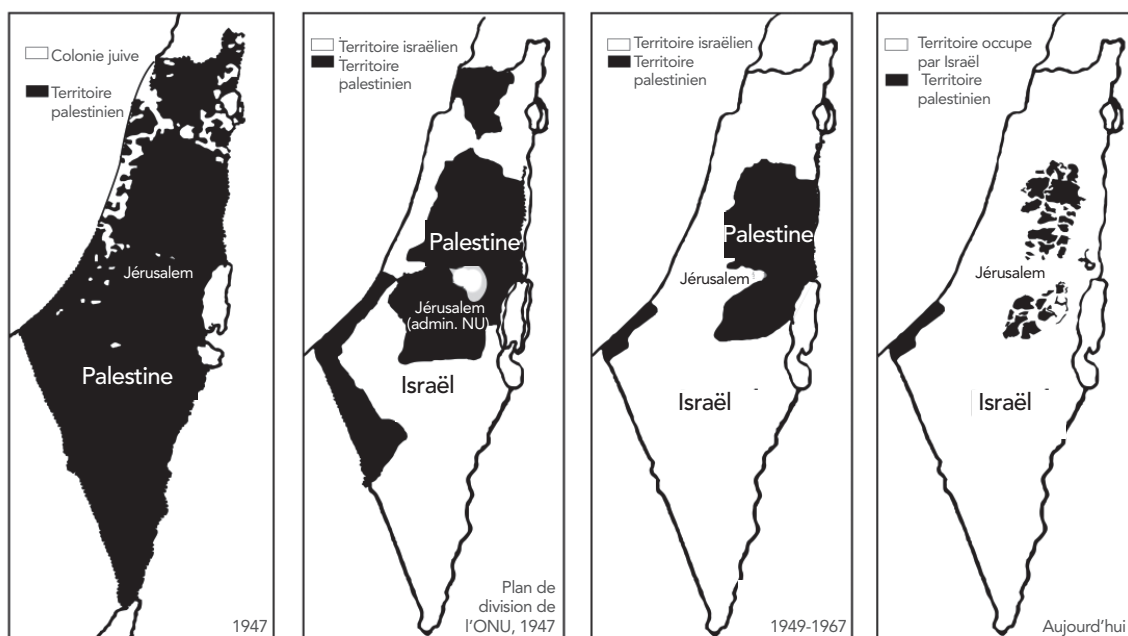
L'État d'Israël a été fondé grâce à un plan conscient et délibéré de *nettoyage ethnique*, un crime contre l'humanité. Ils ont détruit 531 villages et 11 quartiers palestiniens. Plus de 750 000 personnes ont été expulsées de chez elles et contraintes d'émigrer. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA, en anglais), en 2020, il y avait 5,4 millions de réfugiés palestiniens enregistrés. La plupart des habitants de Gaza et de Cisjordanie sont des déplacés internes ; il y a des camps palestiniens en Jordanie, en Syrie et au Liban où ils vivent dans des conditions misérables, ainsi que de nombreux réfugiés en Arabie saoudite, en Égypte, en Libye, en Algérie, en Irak.

Malgré la propagande sioniste actuelle niant ce fait atroce, les fondateurs du sionisme eux-mêmes ne l'ont jamais caché. Théodore Herzl a exposé les grandes lignes d'un tel plan dans son *Journal* : « Lorsque nous occuperons le territoire... nous exproprierons progressivement la propriété privée dans les États qui nous sont assignés. Nous essaierons de décourager la population pauvre en la déplaçant au-delà des frontières, en lui trouvant du travail dans les pays intermédiaires et en lui refusant tout emploi dans notre pays. Le processus d'expropriation et d'élimination des pauvres doit être mené avec discrétion et circonspection »⁹.

LES CLÉS PALESTINIENNES

En novembre et décembre 1948, l'épuration ethnique se poursuit en Galilée, avec des « opérations de ratissage » sur les villages non encore expulsés, une méthode répressive qui persiste encore à Gaza et en Cisjordanie : le raid. Les troupes israéliennes ferment une ville, pénètrent par effraction dans des maisons, sélectionnent des personnes « suspectes » et les transfèrent vers un centre d'opérations spéciales ou un camp de prisonniers pour les utiliser comme main d'œuvre, dans des conditions inhumaines. Puis ils démolirent la maison familiale du « terroriste ».

Le sionisme a également mis en œuvre une po-



litique efficace pour empêcher le rapatriement des Palestiniens : il a accéléré les démolitions, installé de nouvelles colonies juives, planté des forêts sur les terres où se trouvaient des villages. Son offensive diplomatique a permis de dissimuler et d'éviter toute pression internationale en faveur du retour des réfugiés.

Après la guerre de 1948, pour répondre aux critiques étrangères et aux demandes de retour des réfugiés, Israël a élaboré des réglementations pour légaliser la dépossession. Selon la *loi des biens des absents*, la propriété de tout Arabe absent est considérée comme abandonnée et les colonisateurs en deviennent propriétaires. En dehors de la loi, ceux qui ont osé revenir, même pour récupérer quelques objets, ont été assassinés de sang-froid. Dans le même temps, la *loi du retour* accordait à tout Juif dans le monde le droit de « retourner » en Israël en tant que citoyen. Des centaines de milliers de Palestiniens possèdent toujours les clés de leur maison, devenues le symbole de leur lutte et de leur persévérance.

COLONISATION ET RÉSISTANCE CONTINUES

Les Arabes restés dans les limites de l'État d'Israël, qui représentent encore 20 % de la population, bien qu'ils soient citoyens israéliens, sont des citoyens de seconde zone, opprimés et humiliés en permanence. Des lois ont été établies plaçant les Arabes dans les conditions d'un gouvernement militaire, permettant au gouvernement de les expulser, de confisquer leurs biens, de perquisitionner leurs maisons, de limiter leurs déplacements,

de leur imposer des restrictions sur le travail, de les emprisonner, de les déporter, leur privant ainsi de leurs libertés démocratiques les plus fondamentales. Les rapports de l'ONU soulignent que la répression ne se produit pas seulement « dans des circonstances exceptionnelles », mais qui « est devenue arbitrairement une norme définitive de conduite ou de politique »¹⁰.

Déjà en 1948, les sionistes occupaient 78 % de la Palestine alors que l'ONU leur en avait accordé 54 %. Cela ne se poursuivait qu'avec un plan d'expansion systématique au fil des années. Les cartes parlent plus clairement que les mots. Le présent aussi. Le génocide sioniste et la résistance de ce peuple héroïque se sont poursuivis tout au long de ces 75 années et se poursuivent aujourd'hui. Il n'y a aucun doute sur le côté dans lequel nous nous trouvons dans ce combat.. 🐿

1. Cité dans Maxime Rodinson, *Israël : un État colonialiste ?*
2. *L'histoire cachée du sionisme*, Ralph Schoenman.
3. John Rose, *Israël : l'État détourné*.
4. *Israël. Histoire d'une colonisation*, dans *Revista de América* N° 12, Edit. Pluma (Buenos Aires : 1973-74), p. 24.
5. Dans Pappé, Ilan ; *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Edit. Critique (Barcelone 2008), p. 89.
6. Idem note 5, p. 120.
7. Idem note 5, p. 128.
8. Idem note 5, p. 103.
9. <https://rebellion.org/israel-y-los-derechos-humanos-intermitentes>
10. Idem note 4, p. 29.



De la NAKBA à OSLO

PAR CELE FIERRO

Après la fondation d'Israël et la guerre d'expansion coloniale de 1948-1949, que les Arabes appellent Nakba ou catastrophe, l'État sioniste a conservé 78 % des terres de Palestine. Il en a expulsé 85 % de la population, dont la plupart se sont retrouvés dans des camps de réfugiés permanents en Jordanie, au Liban et en Syrie. Quelque 156 000 Palestiniens sont restés à l'intérieur des frontières israéliennes, en tant que citoyens de seconde zone. Parmi les territoires palestiniens qu'Israël n'a pas usurpé, Gaza est passée sous contrôle égyptien et la Cisjordanie a été annexée par la Jordanie.

La colonisation sioniste de la Palestine s'est poursuivie après la Nakba. Entre 1948 et 1967, les terres appartenant aux Arabes palestiniens ont continué à être expropriées et livrées à la colonisation sioniste. Mais la priorité de l'État israélien

à l'heure actuelle était d'assurer le patronage impérialiste nécessaire au maintien de son enclave coloniale. La montée du nationalisme arabe lui a donné une opportunité qu'il ne laissera pas passer.

L'arrivée au pouvoir de Gamal Abdel Nasser en Égypte en 1952 a particulièrement rapproché la France, qui menait alors sa propre guerre coloniale en Algérie et avait un ennemi commun avec Israël dans le nationalisme arabe. La France est devenue le principal fournisseur d'armes d'Israël, qui, en retour, a soutenu le colonialisme français en Algérie et au Vietnam.

Dans une tentative de provoquer une intervention occidentale contre Nasser pour étendre son soutien impérialiste, les espions israéliens en Égypte ont fait exploser des bombes contre les ambassades américaine et britannique en 1954. Le complot a échoué. Les autorités égyptiennes ont arrêté, jugé et exécuté des agents israéliens en 1955. En réponse, Israël a attaqué Gaza (alors sous domination égyptienne), tuant 37 personnes.

Lorsque Nasser nationalisa la Compagnie anglo-française du canal de Suez en 1956, Israël eut une nouvelle opportunité. Il s'est joint à l'invasion

de l'Égypte par la France et le Royaume-Uni, occupant rapidement toute la péninsule du Sinaï et déclarant son intention de l'annexer.

Lors de la guerre de Suez, Israël a réussi à démontrer ses prouesses militaires et son utilité en tant que gendarme local, mais auprès du mauvais patron impérialiste. La France et la Grande-Bretagne étaient épuisées en tant que puissances coloniales. Les États-Unis ne furent pas amusés par sa tentative maladroite de relance et la contrarièrent impérieusement, les obligeant à se retirer sans récupérer le canal. Il a également été demandé à Israël, en termes clairs, de se retirer de ses conquêtes, que le Premier ministre Ben-Gourion s'était empressé de déclarer « *faisant partie du Troisième Royaume d'Israël* ».

Cependant, Israël a réalisé un bénéfice considérable. Au conclave secret de Sèvres, où la résolution du conflit a été convenue, Israël a obtenu de l'Égypte l'engagement de cesser de financer la guérilla palestinienne et de la France la promesse de construire un réacteur nucléaire en Israël et de lui fournir des matières fissibles. Cela a ensuite permis à Israël de devenir la cinquième puissance nucléaire mondiale.

Même si ce n'est pas encore décisif, Israël a fait des progrès dans sa démarche auprès de l'impérialisme américain. Un document du Conseil de sécurité nationale de 1958 déclarait déjà que Washington devrait « *soutenir Israël en tant que seule puissance pro-occidentale forte au Proche-Orient* ». Mais le statut d'allié privilégié dans la région, devant le Shah d'Iran, la Turquie et les monarchies du golfe Persique, sera cimenté par l'État sioniste avec la guerre des Six Jours en 1967.

LA GUERRE DES SIX JOURS

Dans le but d'étrangler le nassérisme et de conquérir les parties de la Palestine qu'il n'a pas réussi à prendre en 1948, Israël a mené une série de provocations pendant des mois avant d'attaquer l'Égypte, la Syrie et la Jordanie en juin 1967. En six jours, Israël a écrasé les forces militaires des trois pays. Il s'est emparé du plateau du Golan à la Syrie, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est à la Jordanie, ainsi que de la bande de Gaza et de la péninsule du Sinaï à l'Égypte.

Les Forces de défense israéliennes ont perpétré une nouvelle Nakba en expulsant 325 000 Palestiniens supplémentaires de Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est, principalement vers la Jordanie.

En Cisjordanie, 55 % des terres et 70 % de l'eau ont été confisqués au profit des colons juifs qui ne représentaient qu'une petite fraction de la population. À Gaza, 2 200 colons se sont vu attribuer plus de 40 % des terres, tandis qu'un demi-million de Palestiniens ont été confinés dans des camps et des bidonvilles surpeuplés.

Contrairement à 1956, Israël s'est cette fois assuré d'obtenir l'approbation préalable des États-Unis pour son attaque contre l'Égypte et la Syrie. Cela lui a permis de disposer d'un formidable appareil de propagande pour se présenter au monde comme une « victime », comme un petit pays faible menacé d'extermination par des voisins plus puissants qui voulaient « *jeter tous les Juifs à la mer* ». C'était si loin de la réalité qu'il a fallu moins d'une semaine à Israël pour vaincre ses « puissants » voisins.

La guerre éclair écrasante d'Israël a finalement fait de lui l'enclave impérialiste indispensable et privilégiée au Moyen-Orient. Depuis lors, il bénéficie du soutien politique, militaire et économique inconditionnel des États-Unis et fait le sale boulot de l'impérialisme américain au Moyen-Orient et dans d'autres régions du monde.

La guerre des Six Jours a complètement reconfiguré la Palestine. De 1948 jusqu'alors, les territoires palestiniens étaient sous le contrôle des pays arabes voisins, la Cisjordanie et Jérusalem-Est sous l'administration de la Jordanie, Gaza sous le contrôle de l'Égypte. Après la guerre, tous les territoires palestiniens étaient sous occupation militaire israélienne. Cela a également changé le caractère de la résistance palestinienne, à la fois en vivant sous l'oppression directe de l'occupation sioniste et en vérifiant l'incapacité totale et le manque d'intérêt des régimes arabes dans la lutte pour la libération de la Palestine.

MONTÉE ET DÉCLIN DE L'OLP

En 1958, le mouvement de libération palestinien Fatah a été fondé, qui a adopté une politique de guérilla armée inspirée par l'expérience de la guerre d'indépendance de l'Algérie contre la France. Après la victoire d'Israël contre les pays arabes en 1967, le Fatah est devenu une alternative intéressante pour mener la lutte. Sa popularité et sa croissance ont connu un nouveau bond qualitatif après la bataille de Karameh en 1968, au cours de laquelle des guérilleros palestiniens mal équipés ont repoussé une attaque des Forces de défense israéliennes près de la ville jordanienne.

Le prestige acquis permet au Fatah de reprendre l'OLP en 1969, une organisation que les gouvernements arabes avaient fondée en 1964 pour détourner le courant radical palestinien grandissant qui menaçait la stabilité interne de plusieurs de ces pays. Le Fatah a transformé l'OLP en une organisation de masse dynamique et a acquis, grâce à elle, une plus grande légitimité en tant que représentant du peuple palestinien.

Sous la direction du Fatah, l'OLP a continué à identifier la Palestine comme « *l'unité territoriale indivisible* » à l'intérieur des frontières du mandat britannique antérieur à Israël. En outre, il a soutenu que « *la lutte armée est le seul moyen de libérer la Palestine* » et que les Palestiniens « *rejetent toutes les solutions qui pourraient se substituer à la libération totale de la Palestine* »¹. L'idéologie du Fatah a attiré les Palestiniens qui voulaient se battre, et non continuer à attendre les résultats de la diplomatie des régimes arabes. Cependant, le Fatah n'a pas laissé les marges de la conciliation de classe, affirmant que toute différence de classe entre Palestiniens doit être mise de côté afin de mener une lutte victorieuse.

Cette limitation, qui s'exprime également dans les relations de l'OLP avec les régimes arabes de la région, a enfermé l'organisation dans une stratégie contradictoire à laquelle elle ne pouvait jamais échapper. Son prestige international dépendait en grande partie de la diplomatie de ces régimes, qui ont obtenu le statut d'observateur de l'OLP auprès des Nations Unies et ont permis au plus haut dirigeant du Fatah, Yasser Arafat, de prendre la parole à l'Assemblée générale en 1974. L'énorme afflux d'argent dans les caisses du Fatah provenant de ces régimes ont également rendu l'OLP de plus en plus dépendante d'eux. Mais plus le Fatah grandissait, plus il entraînait en conflit avec ces régimes : « *Comme ils ont acquis un grand nombre d'armes et ont rapidement commencé à s'organiser en groupes politiques et militaires et, évidemment, parce que cela s'est toujours produit, pas en Palestine, mais dans un État arabe frère, les nouveaux militants palestiniens semblaient représenter un défi à l'autorité centrale de l'État* ».²

À la fin des années 1960, l'OLP s'était imposée comme la principale force politique et militaire en Jordanie, éclipsant le régime détesté du roi Hussein. Elle bénéficiait du soutien politique des réfugiés palestiniens, qui représentaient 70 % de la population jordanienne. Pourtant, à maintes reprises, Arafat a rejeté les appels des militants

palestiniens, et même de certains officiers de l'armée jordanienne, à destituer le roi et à remplacer son régime par un régime démocratique. Les hésitations de l'OLP se sont avérées coûteuses. En septembre 1970, le roi Hussein a utilisé la crise des détournements d'avions par des gauchistes palestiniens comme prétexte pour lancer une attaque militaire totale contre l'OLP. Arafat a une fois de plus refusé d'entrer en confrontation avec le régime du roi, craignant de générer une instabilité politique dans la région et de mettre ainsi en danger le soutien à l'OLP de la part d'autres dictateurs arabes. La résistance passive de l'OLP



a permis à l'armée du roi de massacrer des centaines de militants palestiniens tout en soumettant la population réfugiée à un règne de terreur.

Finalement, Arafat a accepté de transférer les institutions et les milices de l'OLP de Jordanie au Liban. L'incapacité et la réticence du Fatah à affronter les régimes arabes capitalistes et réactionnaires détestés par leur peuple ont permis à l'un des pays les plus faibles - dont la population était majoritairement palestinienne - d'expulser l'OLP alors même qu'elle pouvait contester le pouvoir.

Au cours des années 1970, l'OLP a commencé à s'éloigner de sa position historique de libération de toute la Palestine et, en pratique, a fini par accepter l'idée d'un mini-État palestinien à Gaza et en Cisjordanie.

LA GUERRE DU KIPPOUR ET L'INVASION DU LIBAN

En 1973, l'Égypte et la Syrie ont attaqué Israël, non pas pour faire avancer la libération de la Palestine mais pour récupérer les territoires qu'elles avaient perdus en 1967. La guerre israélo-arabe de 1973, également connue sous le nom de guerre



du Yom Kippour, a permis à l'Égypte de récupérer la péninsule du Sinaï. En échange, il a trahi les Palestiniens *en normalisant* ses relations avec Israël et en devenant le premier État arabe à le reconnaître, via les accords de Camp David menés par les États-Unis.

Au cours des négociations, les régimes arabes, désireux d'établir des relations plus étroites avec les États-Unis, ont fait pression sur l'OLP pour qu'elle abandonne ses objectifs radicaux. « *Le Fatah a accepté, abandonnant son objectif principal (la libération de toute la Palestine) en faveur de la perspective d'un mini-État selon lequel les États-Unis allaient faire pression sur Israël pour qu'il cède* ». ³

En fait, en 1974, Arafat a officiellement appelé à une solution à deux États et accepté les résolutions de l'ONU qui divisaient la Palestine. Dans un célèbre discours devant l'Assemblée générale, Arafat a proposé à Israël un « compromis historique », tout en brandissant un fusil dans une main et un rameau d'olivier dans l'autre, reconnaissant essentiellement l'État d'Israël.

En 1982, Israël a envahi le Liban dans le but de mettre définitivement l'OLP en faillite, avec un bilan criminel de trente à quarante mille Palestiniens et Libanais morts, cent mille blessés graves et un demi-million de sans-abri.

La ville de Beyrouth étant encerclée et assiégée, un accord fut négocié entre les États-Unis, le roi Fahd d'Arabie saoudite et Arafat, pour qu'une force multinationale garantisse le passage sûr des 8 300 combattants de l'OLP de Beyrouth vers la Tunisie.

DES INTIFADAS

En 1987, une nouvelle direction palestinienne locale dans les Territoires occupés a lancé la pre-

mière Intifada (*soulèvement*, en arabe) en réponse à la détérioration des conditions économiques et politiques du peuple palestinien. Les manifestations ont été héroïques, elles ont attiré l'attention des médias internationaux, montrant au monde la colonisation systématique de la Palestine.

À l'époque, Arafat n'avait pratiquement aucune importance en Tunisie, car les militants et hommes politiques locaux menaient le combat sur le terrain. Cependant, l'Intifada était contagieuse et les protestations se sont étendues à l'Algérie et à l'Égypte, où elles ont représenté une menace pour les régimes de ces pays. Arafat fut alors appelé à contribuer au démantèlement de l'Intifada, en concluant des accords secrets avec les États-Unis et Israël tout en utilisant sa crédibilité pour convaincre les Palestiniens qu'il négociait une *solution finale* pour la Palestine. Bien sûr, il n'a réalisé que le premier aspect, ajoutant une autre grande déception au peuple palestinien.

L'OLP a achevé son évolution vers la *coexistence pacifique* avec Israël lors de la dix-neuvième réunion du Conseil national palestinien (CNP) en 1988, au cours de laquelle Arafat a publié une *Déclaration d'indépendance* palestinienne. Réuni alors que l'intifada affrontait les troupes israéliennes dans les Territoires occupés, le CNP a reconnu Israël, a approuvé la résolution de l'ONU de 1947 qui divisait la Palestine, a proposé que l'État palestinien indépendant soit situé en Cisjordanie et à Gaza (à peine 23 % de la Palestine avant 1947), a renoncé au « terrorisme », c'est-à-dire à la lutte armée, et a soutenu la diplomatie comme moyen de réaliser le mini-État.

Ces concessions importantes ont ouvert la voie à Oslo, aux accords que les États-Unis ont menés dans la capitale norvégienne en 1993 entre Israël et l'OLP, qui ont conduit à la reconnaissance définitive du premier par la seconde. En fait, ils ont stoppé l'intifada populaire qui a débuté en 1987 et ont achevé la faillite du Fatah et de l'OLP en tant que véritable direction de la lutte pour la libération de la Palestine.. 🇵🇸

1. Charte nationale palestinienne, révisée en 1968.

2. Dit, Edward ; *La question palestinienne*, Ed. Romanyà Valls SA (Barcelone : octobre 2013), p. 220.

3. Marshall, Phil ; *Intifada : sionisme, impérialisme et résistance palestinienne*, Red Flag Books (Victoria : 2019), 1ère éd. 1989.



D'Oslo à aujourd'hui, QUELLE ISSUE ?

PAR ALEJANDRO BODART

« Nous sommes le peuple de la lumière, eux sont le peuple des ténèbres. Et la lumière triomphera des ténèbres. Et unis, avec une force commune et une profonde croyance en notre justice et en l'éternité du peuple juif, nous réaliserons la prophétie d'Isaïe : 'Il n'y aura plus de vol dans tes frontières et tes portes seront glorieuses'... »

C'est ce qu'a déclaré Netanyahu à la télévision fin octobre de cette année, en annonçant une nouvelle attaque contre Gaza. Quelques jours auparavant, il avait tweeté un message similaire, qu'il avait ensuite supprimé : « *C'est un combat entre les enfants de la lumière et les enfants des ténèbres, entre l'humanité et la loi de la jungle* ». Faire appel à une telle rhétorique messianique au XXI^e siècle nous ramène à des époques et à des régimes sinistres. Il exprime sans vergogne la prétendue supériorité nationale, raciale et/ou re-

ligieuse du *peuple élu, lumineux, éternel, humain*, par rapport aux opprimés et inférieurs, qui sont au contraire *sombres, voleurs, sauvages*.

N'ayant rien à envier au suprémacisme du nazisme allemand ou de *l'apartheid* sud-africain, le message de Netanyahu est la justification idéologique, morale et même céleste du génocide anti-palestinien que l'État d'Israël a commis depuis sa création. Il avait déjà reconnu sa volonté d'anéantir en septembre dernier, à l'Assemblée de l'ONU, en montrant sa carte du « nouveau Moyen-Orient » avec Israël étendu et sans Palestine. Il l'efface littéralement de la carte.

TRAHISON DE L'OLP, MONTÉE DU HAMAS

L'OLP est apparue en 1964 comme un front nationaliste doté d'une branche armée, avec le soutien de l'Égypte. Il a proposé de vaincre Israël et de le remplacer par une Palestine laïque et démocratique sur l'ensemble de l'ancien territoire. En tant que di-

rection palestinienne majoritaire, elle a maintenu ce mot d'ordre correct, que nous avons soutenu depuis près d'une décennie. Mais depuis 1973, lorsque l'Égypte a reconnu Israël, la direction de l'OLP a commencé à s'adapter, à abaisser son programme, à accepter l'État sioniste. Cette capitulation s'est accompagnée d'un plus grand frein et répression des luttes populaires, générant davantage de mécontentement parmi ses bases.

Les Intifadas, lancées en 1987 par une jeunesse palestinienne rebelle face aux attaques sionistes constantes, ont dépassé l'appareil bureaucratique du Fatah. Dans ce processus de radicalisation, l'organisation djihadiste Hamas s'est renforcée, en portant haut le mot d'ordre fondateur abandonné par l'OLP : détruire cet État oppressif et terroriste appelé Israël.



Coincée par l'Intifada d'un côté et l'État sioniste de l'autre, l'OLP commet en 1993 une trahison historique en signant, sous tutelle américaine, les accords d'Oslo. Selon cet accord, l'OLP reconnaissait l'État d'Israël et celui-ci acceptait un prétendu « gouvernement provisoire » palestinien à Gaza et en Cisjordanie, deux zones isolées l'une de l'autre. Mais ce gouvernement n'a jamais été établi en tant que tel. La bande de Gaza est une véritable prison à ciel ouvert et la Cisjordanie est fragmentée par 175 points de contrôle israéliens et plus de 250 colonies sionistes illégales¹.

« DEUX ÉTATS », UN SEUL ÉCHEC

Les pactes d'Oslo ont signifié un bond dans le discrédit de l'OLP et un renforcement croissant

du Hamas. L'acceptation par les dirigeants palestiniens de la ligne délicate de *deux États* n'a pas apaisé le conflit. Au cours des années suivantes, les affrontements entre l'offensive israélienne et la résistance palestinienne se sont poursuivis.

- Alors que les négociations étaient au point mort, en 2000 la jeunesse palestinienne a lancé une deuxième rébellion contre Israël : l'*Intifada d'Al-Aqsa*, face à une provocation sioniste dans cette mosquée sacrée. Le bilan mortel s'élève à 5 000 Palestiniens et à un millier d'Israéliens. Cela a eu un grand écho mondial. En 2002, Israël a commencé à clôturer la Cisjordanie. Cette rébellion a duré jusqu'en 2004, lorsqu'Israël a retiré certains colons de Gaza tout en conservant le contrôle de l'espace aérien et du littoral.
- La *troisième Intifada* s'est produite entre 2008 et début 2009. Les attaques du Hamas ont causé 11 morts parmi les militaires et trois morts parmi les civils, tandis que la réponse aux bombardements israéliens a causé 1 300 morts palestiniens et plus de 5 000 blessés, en plus de détruire de nombreux bâtiments résidentiels et infrastructures. En 2014, de nouveaux affrontements ont eu lieu à Gaza.
- En 2011, de fortes protestations contre la hausse des prix ont éclaté en Israël, qui se sont propagées sur les réseaux sociaux. On l'appelait le *boy-cott de la ricotta* (ou fromage blanc), un aliment très populaire. Quelque 400 000 personnes ont manifesté à Tel-Aviv. Le débat a atteint le Parlement et les trois entreprises de produits laitiers ont dû baisser leurs prix.
- Fin 2017, lorsque Donald Trump reconnaît Jérusalem comme capitale israélienne et y installe l'ambassade américaine, une nouvelle intifada éclate, la quatrième, baptisée *Vendredi de la fureur*. Déjà en 1980, Israël avait annexé la ville à sa juridiction. La répression sioniste a entraîné la mort de plusieurs Palestiniens à Gaza et à Ramallah.
- En 2018, Israël a durci l'une de ses lois fondamentales, de rang constitutionnel. Il se définit comme *l'État national du peuple juif*, sur la base du mensonge consistant à assimiler la religion à la nation. L'hébreu est *la seule langue officielle*, reléguant l'arabe. Le droit à l'autodétermination n'est reconnu *qu'aux Juifs*. Les colonies sionistes



illégales sont considérées comme étant *d'intérêt national*. Et Jérusalem *tout entière* est désignée comme capitale, en violation de la résolution de l'ONU de la partager avec la Palestine.

Ce suprémacisme permanent est dans l'ADN du sionisme. Tout comme depuis 1947, avant de naître en tant qu'État, Israël a commencé son expansionnisme violent, après sa création, il a continué à attaquer et à usurper des régions de l'Égypte, de la Syrie, de la Jordanie, du Liban, dont il conserve certaines parties jusqu'à ce jour. La plupart de ces opérations militaires ont été condamnées par des résolutions de l'ONU, qu'Israël viole sans recevoir aucune sanction.

QUELLE SOLUTION ?

La politique israélienne d'*apartheid* et de colonialisme depuis 75 ans, qu'il est très facile de constater en regardant simplement l'avancée israélienne et le retrait palestinien sur la carte, démontre l'échec retentissant de l'erreur de *deux États*, qui continue d'être répétée pour les pays du G20, Lula da Silva, Jean-Luc Mélenchon, Bernie Sanders et leurs partis respectifs.

Tout comme il est impossible de vivre avec un tueur en série comme voisin, il n'y a pas de paix

possible entre un État oppresseur et le peuple qu'il opprime. De par sa nature même, Israël est un État génocidaire. S'il n'est pas vaincu et démantelé définitivement, il ne laissera pas un seul Palestinien en vie sur Terre. Il convient de noter que ni la Russie ni la Chine, que certains considèrent comme « progressistes », n'ont fait preuve de solidarité avec la lutte palestinienne.

Il y a des secteurs de l'OLP-Fatah et de l'Autorité palestinienne qui acceptent avec résignation un *Israël avec des droits égaux pour les Palestiniens* comme « solution ». À leur tour, l'ONU, de nombreux gouvernements et courants politiques bourgeois ainsi que le PS, le PC et d'autres réformistes dans le monde continuent d'insister sur la vieille formule ratée de *deux États* voisins. À gauche, certains courants proposent même *deux États socialistes*, capitulant d'une autre manière devant l'existence d'Israël. Mais alors, est-il possible de parvenir à une *Palestine libre et démocratique* ou à un *État binational laïc* dans le cadre du capitalisme ? Ou bien, comme nous le pensons, cette lutte de libération nationale, qui pour survivre doit faire face à la présence des troupes impérialistes et des armées bourgeoises arabes, nécessite-t-elle une dynamique de révolution socialiste ? Et par ailleurs, l'issue de fond pour la Palestine, dans quel contexte du Moyen-Orient ?



POUR UNE PALESTINE UNIQUE, LAÏQUE, DÉMOCRATIQUE, NON RACISTE, SOCIALISTE

Alors que l'OLP a maintenu pendant près de trois décennies la lutte contre l'État d'Israël et en faveur d'une Palestine laïque et démocratique comme axe de son programme politique, il était approprié que les courants socialistes révolutionnaires soutiennent cet objectif, certainement toujours conçu comme une transition vers le socialisme dans le pays et la région.

Il était également correct de conserver ce drapeau pendant un certain temps après que l'OLP l'a abandonné, car il s'agissait d'une exigence profondément ressentie par le peuple palestinien. Cependant, le passage du temps a modifié le panorama politique, de sorte que pour les révolutionnaires marxistes il n'y a plus de place pour le dogmatisme de continuer à répéter la même chose qu'il y a 30 ans face à des situations très différentes, comme le font à tort des courants du trotskisme comme l'UIT, la TSI et la LIT².

Depuis les accords d'Oslo en 1993, l'OLP a finalement capitulé devant Israël, l'a reconnu et, même si elle ne peut pas le dire aujourd'hui à haute voix compte tenu du massacre sioniste, elle a même reculé devant la sortie fictive des *deux États* et certains secteurs acceptent l'aumône minimale d'un Israël avec des droits égaux pour les Palestiniens. C'est ce que propose le Secrétariat unifié : « Notre objectif est de mettre fin au colonialisme israélien et de créer un État où toutes et tous les citoyens jouissent des mêmes droits ».³

Une variante hybride entre la ligne de *deux États*, l'un juif et l'autre palestinien, et un seul avec des droits égaux pour tous, est celle d'un

État binational laïc et démocratique proposé par le PC israélien (Maki) et certains intellectuels de centre-gauche. C'est faux, car cela attribue une entité *nationale* à ce qui est en réalité essentiellement une communauté *religieuse* et *implantée*, en l'occurrence la communauté juive. Dans un ton plus radical, certains secteurs du trotskisme européen proposent *deux États socialistes*, comme l'ISA⁴, ou un *État binational socialiste*, ambiguïtés qui ne parviennent pas à souligner la nécessité de mettre fin à l'État d'Israël. Ces positions cachent également un grand scepticisme, car elles considèrent comme perdue la lutte du peuple palestinien pour récupérer son territoire et construire son État, intention que les événements récents ont contribué à refuser.

Dans le même temps, le Hamas poursuit sa lutte contre l'État d'Israël et ne le reconnaît pas, mais avec sa stratégie nous avons des divergences irréconciliables. Leur projet politique est de remplacer Israël par un État national palestinien capitaliste et aussi théocratique, où règne la loi musulmane ou *charia*, ce que nous considérons comme rétrograde. Ceci est confirmé par des États et des régimes fondamentalistes islamiques tels que l'Iran et le Qatar, dont les gouvernements exploitent le conflit palestinien selon leurs intérêts politiques tout en réprimant leur propre classe ouvrière et en opprimant les femmes, les personnes LGBT+ et d'autres minorités. En outre, une partie de la direction du Hamas reconnaît les limites d'avant la guerre de 1967, ce qui serait en fait *deux États*, un plan qui a longtemps échoué.

Ceci dit, et comme il n'existe aucune organisation palestinienne ayant un poids de masse qui brandisse ce mot d'ordre historique depuis un

certain temps, la construction d'une direction socialiste révolutionnaire implique donc une bataille politique stratégique avec ces projets que nous considérons comme erronés. C'est pourquoi notre solution de fond est la lutte *pour une Palestine unique, laïque, démocratique, non raciste et socialiste*, comme facteur de changement révolutionnaire dans tout le Moyen-Orient. Nous résumons le contenu dudit mot d'ordre :

- **Unique**, car il faut récupérer l'ensemble du territoire palestinien d'origine avant 1948, date à laquelle Israël a été fondé sur la base de l'usurpation, de l'exode forcé, du massacre. Tel est, et aucun autre, le sens authentique de l'expression populaire *du fleuve à la mer*, c'est-à-dire toute la Palestine, du Jourdain à la Méditerranée.
- **Laïque**, car ce ne serait pas un réel progrès de remplacer l'actuel État théocratique juif qu'est Israël par un autre tout aussi théocratique, mais de confession islamique. Chaque État doit respecter la liberté de croyance, mais être totalement laïc et sans coercition ni privilèges en faveur d'un quelconque culte.
- **Démocratique**, car la Palestine ne doit pas établir un autre État ou un autre régime totalitaire ou autoritaire, mais plutôt un autre État pleinement démocratique. Par exemple, une république représentative ou, bien mieux, à travers des organismes d'autodétermination populaire, c'est-à-dire de *double pouvoir*, qui émergent dans le mouvement révolutionnaire de libération.
- **Non raciste**, implicite si elle est démocratique, mais pour réaffirmer que la nouvelle Palestine à construire doit exclure toute forme de suprématisme ou de discrimination de la majorité envers toute autre communauté religieuse, linguistique ou secteur minoritaire. Afin d'attirer les travailleurs et les jeunes israéliens non sionistes à cette solution politique, cela constitue une garantie expresse que le nouvel État palestinien jouira d'une pleine égalité de droits pour tous et toutes qui y habitent.
- **Socialiste**, car, comme nous l'avons souligné dans des textes précédents, « *la lutte conséquente pour la libération nationale palestinienne inclut d'abord le lien avec les luttes des masses arabes de la région et les tâches anti-impérialistes, an-*

ticapitalistes et socialistes. Il n'y a pas d'étapes séparées entre la libération nationale contre l'opresseur et la libération sociale, de classe, contre les exploiters. Par exemple, un gouvernement révolutionnaire devra démanteler l'État sioniste d'Israël et tout son appareil répressif ; récupérer et exproprier des terres pour garantir un logement à tout résident ou réfugié de retour ; récu-



pérer et exproprier des terres pour garantir que chaque paysan puisse cultiver et produire ; nationaliser sous contrôle social toutes les entreprises et banques impérialistes ou sionistes ; planifier démocratiquement l'ensemble de l'économie au service et sous le contrôle du peuple travailleur...

« Une Palestine qui récupère tout le territoire d'avant 1948, qui soit laïque, non raciste et démocratique, ne se réalisera pas dans le cadre du capitalisme, mais plutôt en rupture avec lui et dans le cadre d'une révolution socialiste locale et régionale ».⁵

Dans le même temps, la question du droit humain des réfugiés à retourner sur leur territoire d'origine, la Palestine, montre la nécessité stratégique d'unifier les masses arabo-palestiniennes de la région dans un même processus de lutte⁶.



Outre ceux qui vivent à Gaza et en Cisjordanie, sous l'agression sioniste permanente, il y a des dizaines d'autres camps de réfugiés palestiniens en Jordanie (10 camps, avec 2 000 000 de personnes), en Syrie (12, avec 550 000), au Liban (12, avec 470 000 personnes).) et d'autres pays. 20 % de la population israélienne est également arabe ou d'origine mixte, qui se disent *Palestiniens en Israël* et sont des citoyens de deuxième ou troisième catégorie de cet État, aujourd'hui encore plus harcelés par le sionisme.



Cette unité régionale arabo-palestinienne essentielle, dont l'objectif doit être de surmonter et d'abattre les frontières artificielles imposées par la division impérialiste, implique la lutte politique contre les gouvernements capitalistes arabes, qui sont en général des alliés plus ou moins explicites d'Israël, des États-Unis ou d'autres puissances impérialistes. Nous faisons référence,

entre autres, aux monarchies d'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Maroc, des Émirats arabes unis, ainsi qu'aux gouvernements d'Égypte et du Soudan. Tous appellent *la normalisation* leur reconnaissance complice de l'État israélien oppresseur et le rétablissement de leurs relations avec lui.

En résumé, « *la Palestine ne pourra avancer vers un changement émancipateur et révolutionnaire que dans le cadre de la poussée en faveur d'une révolution socialiste à travers le Moyen-Orient, avec la stratégie de construction d'une fédération libre de républiques socialistes. Comme l'a confirmé la vague de contagion lors du premier et du deuxième Printemps arabe, les vases communicants sont nombreux. Ce qu'il faut, c'est une direction révolutionnaire pour que ces rébellions populaires ne stagnent pas et ne régressent pas, mais plutôt avancent vers le véritable et définitif Printemps arabe : une Palestine et un Moyen-Orient socialistes* ».⁷ 🐞

1. La Cisjordanie est subdivisée en trois zones : A, sous contrôle uniquement palestinien ; B, sous contrôle militaire israélien et civil palestinien, et 60 % est la zone C, sous contrôle israélien exclusif.
2. Unité internationale des travailleurs, Tendance socialiste internationale et Ligue internationale des travailleurs.
3. Sur <https://fourth.international/es/566/asia/546>.
4. Alternative socialiste internationale, sur <https://international-socialist.net/en/2023/11/middle-east-2>
5. <https://lis-isl.org/2023/10/26/unica-lai-ca-no-racista-democratica-y-socialista-palestina-cual-es-la-salida-de-fondo/>
6. La Déclaration universelle des droits de l'homme, dans son article 13, consacre le droit de circuler librement, de résider dans un autre pays, de quitter son propre pays, d'y retourner. Israël ne reconnaît pas ce droit des Palestiniens.
7. Idem note 5.

Ier Congrès PANAFRICAIN de la LIS

Entre le 28 août et le 1er septembre 2023, le premier congrès panafricain de la LIS s'est tenu à Nairobi, au Kenya. Il était organisé par la coordination de l'Internationale et sa section au Kenya, la Ligue Socialiste Révolutionnaire (RSL), qui a accueilli l'événement. Des représentant.e.s d'organisations de 14 pays africains y ont participé, outre Haïti et le Brésil, ainsi que des camarades de la coordination de la LIS d'Argentine et du Pakistan.

Tous les délégué.e.s africain.e.s qui ont participé sont des jeunes issu.e.s d'organisations socialistes, étudiantes ou féministes, démontrant l'élan généralisé qui existe parmi la jeunesse africaine à s'organiser pour lutter pour transformer sa réalité. Ils et elles appartiennent à la génération qui a été inspirée par le Printemps arabe qui dans la dernière décennie a secoué le continent et au-delà. Ils et elles voient que leurs pays recèlent d'immenses richesses pillées par l'impérialisme et quelques capitalistes locaux, ils et elles ont vu qu'il est possible de renverser les tyrans et veulent s'organiser pour y parvenir.

Un débat central a été la montée contre l'impérialisme français qui a conduit à des coups d'État au Burkina Faso, au Mali, au Gabon, en Guinée-Bissau et au Niger ces dernières années. Un large consensus s'est exprimé sur la nécessité de soutenir la montée populaire anti-impérialiste, sans soutenir politiquement les principales directions militaires capitalistes, se mettant en garde contre le danger de remplacer un maître par un autre en supprimant la France et en ouvrant la porte à la Russie ou à la Chine.

Un autre point central était le genre, autour des violences graves et généralisées subies par les femmes en Afrique. Il a été convenu de promouvoir diverses campagnes et luttes en cours et de coordonner les campagnes internationales avec la Commission de genre de la LIS. Il a également été convenu d'étendre la campagne Révolution de la faim me-



née par les camarades du RSL au Kenya et la lutte contre les bases militaires et les pillages impérialistes sur le continent.

Le congrès a été un grand pas en avant pour l'organisation révolutionnaire du continent et un point de départ pour aller de l'avant. Avec plusieurs délégations nous avons entamé un travail de coordination et d'action commune avec la LIS pour avancer ensemble. En même temps, l'impact de l'événement a rapproché la LIS de plusieurs autres organisations, avec lesquelles nous n'avions pas eu de contacts.

Tout indique qu'il y a un énorme espace pour construire des organisations révolutionnaires en Afrique avec des milliers de jeunes, si nous sommes prêts à construire un outil avec des méthodes saines et démocratiques, basé sur un programme de principes clairs et pour une action commune dans la lutte pour un monde socialiste. C'est ce que la LIS fait et compte faire en Afrique comme dans le reste du monde.

Nous reproduisons ci-dessous le *Manifeste* voté par le Ier Congrès panafricain de la LIS. ✊

MANIFESTE

du I Congrès Panafricain de la LIS



L'Afrique est l'un des continents les plus riches, elle concentre pourtant les niveaux de pauvreté et d'inégalité les plus extrêmes au monde. Le pillage de nos terres et le génocide de nos peuples perpétré par le capitalisme colonial et impérialiste n'ont pas pris fin avec l'indépendance formelle obtenue au siècle dernier. Les sociétés multinationales, avec une poignée de partenaires capitalistes locaux, sont propriétaires de nos meilleures terres, extraient nos ressources, exploitent nos travailleurs, plongent notre population dans la pauvreté et la faim. Les gouvernements africains sont complices du pillage, ils sont partenaires de l'impérialisme dans le vol de nos ressources et force de travail, ils appliquent des politiques qui facilitent ce vol, ils répriment nos peuples pour les maintenir opprimés.

Les États impérialistes et leurs organisations multinationales dirigent nos économies, impulsent

des coups d'État et des guerres civiles, même nous envahissent et nous massacrent directement pour garder leur pillage. Lorsque, poussés par le résultat de ces politiques, de nombreux Africains cherchent une issue en migrant, ils nous reçoivent avec discrimination, répression et violence. Des milliers de vies sont perdues simplement en essayant d'offrir un avenir meilleur à nos enfants.

Bien qu'ils aient obtenu leur indépendance formelle des puissances coloniales au milieu du XX^e siècle, de nombreux pays africains ont été confrontés à d'importants obstacles pour établir leur pleine souveraineté et l'autodétermination. La plupart ont obtenu leur « indépendance » il y a quelques décennies et sont toujours sous la botte de leurs ex maîtres coloniaux. Des luttes armées ont été menées au Kenya, en Afrique du Sud, au Zimbabwe et ailleurs, avec peu ou pas de succès. La plupart

des États africains ont négocié leur indépendance ; c'est pourquoi tant de pillage.

Le néocolonialisme s'exprime fréquemment à travers l'exploitation économique, l'ingérence politique, l'hégémonie culturelle. Les entreprises multinationales, dont beaucoup sont basées dans d'anciens pays coloniaux, exercent une énorme influence sur les économies africaines, exploitant les ressources naturelles et créant de la dépendance économique. En outre, les pays étrangers maintiennent leur influence politique en soutenant ou en influençant les dirigeants et les politiques nationaux, ce qui détermine le cours du développement national.

Il n'y a aucune issue possible à cette misère néocoloniale sans affronter toute impérialisme, tant des anciennes puissances comme la France, l'Angleterre et les États-Unis que des nouvelles puissances comme la Russie et la Chine. **Nous devons lutter pour mettre fin à tous les maîtres impériaux, et non pour changer l'un pour l'autre.**

Cette lutte anti-impérialiste et anticoloniale implique nécessairement de lutter aux côtés de nos camarades sahraouis pour la libération de la dernière colonie à part entière de notre continent, le **Sahara occidental**, dans les mains d'un partenaire de l'impérialisme européen : le royaume du Maroc.

De même, nous sommes solidaires de **nos frères haïtiens** et répudions l'attitude complice de certains gouvernements africains qui se prêtent au jeu de l'impérialisme occidental au point de s'offrir pour y intervenir militairement à son service.

Nous sommes aux côtés de nos frères du **Niger** contre l'impérialisme français et nous le défendrons avec toutes les méthodes à notre disposition si les menaces d'invasion des colonialistes se concrétisent. En même temps, nous sommes clairs : le nouveau gouvernement n'est pas notre gouvernement. Au Niger, dans toute l'Afrique et dans le monde nous luttons non seulement contre l'impérialisme, mais aussi pour vaincre le capitalisme et pour que les travailleurs gouvernent à travers des conseils démocratiquement élus.

La seule voie vers la libération de l'Afrique est l'unité des peuples africains, qui ont été artificiellement divisés par l'impérialisme capitaliste qui a des partenaires locaux dans la bourgeoisie et des gouvernements complices. C'est pourquoi nous ne sommes pas unis par l'identité ethnique ou nationale, mais par la classe sociale. Les ouvriers, paysans, exploités.e.s et opprimés.e.s

d'Afrique n'avons rien à voir avec les riches partenaires africains de l'impérialisme. Nous avons plus en commun avec les travailleurs du reste du monde qu'avec eux. La libération de l'Afrique ne se réalisera pas avec les partenaires locaux de l'impérialisme : elle se réalisera avec l'unité classiste des peuples africains articulée avec les travailleurs du monde entier. C'est pourquoi nous construisons un mouvement anticolonial, anti-impérialiste, dans la perspective du **panafricanisme révolutionnaire**, pour une Afrique socialiste unie dans le cadre d'un monde socialiste.

Notre mouvement est **classiste** parce que les travailleurs.euses produisent toutes les richesses dans le monde et donc ils ont le pouvoir social et la capacité d'arrêter la production et de la réorganiser



sous leur contrôle démocratique. Nous cherchons à construire le facteur subjectif de la révolution, le sujet social de la révolution, la force sociale capable de conduire l'ensemble des opprimés.e.s du monde pour tout changer.

Notre mouvement est **internationaliste** parce que les travailleurs du monde entier avons les mêmes intérêts opposés aux mêmes ennemis qui nous exploitent et nous oppriment. La bourgeoisie dispose d'institutions qui défendent ses intérêts à travers le monde comme les divers blocs impérialistes, l'ONU, le FMI ou la Banque mondiale. Seul un mouvement uni des travailleurs du monde entier peut affronter avec succès la bourgeoisie impérialiste.

Notre mouvement est **anticapitaliste** parce que le capitalisme décadent en crise n'a rien à offrir à l'humanité, seulement davantage d'exploitation,

d'oppression, de faim, de guerre, de destruction de l'environnement. Ce système, essayant en vain de surmonter sa crise et sa stagnation, attaque les droits des travailleurs, sociaux et démocratiques ; il impose des dictatures sanglantes, attise des massacres ethniques et religieux et des interventions armées, procède à la destruction de la planète pour assurer ses profits. Il n'y a pas de véritable démocratie dans ce système : la seule démocratie possible est entre les mains des travailleurs et de leurs propres organisations. C'est pourquoi nous luttons pour la destruction de ce système et la construction du socialisme mondial.

Notre mouvement est **révolutionnaire** parce que le capitalisme ne peut être réformé, seules les masses mobilisées, avec les travailleurs en tête et une direction révolutionnaire, peuvent le renverser. Partout, les masses se retrouvent sans cesse sur la voie de la rébellion et de la révolution. Mais à chaque fois, elles se retrouvent bloqués par des dirigeants et des bureaucraties réformistes. Pour cette raison, la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de sa direction révolutionnaire.

Aujourd'hui, la tâche centrale des socialistes révolutionnaires est **de construire des partis révolutionnaires et une internationale** ayant un poids de masse pour promouvoir la mobilisation permanente pour vaincre les gouvernements capitalistes, lutter pour la destruction du pouvoir bourgeois et l'établissement **des gouvernements des travailleurs et le socialisme dans le monde entier.**

Nous défendons l'expropriation de tous les grands capitaux, qu'ils soient étrangers ou locaux. Nous défendons la répartition des terres entre ceux et celles qui les cultivent et la promotion d'une agriculture collective avec des techniques modernes. Nous défendons le droit à l'autodétermination de toutes les nationalités opprimées. Nous défendons le contrôle démocratique des travailleurs dans la production et le commerce. Nous préconisons une assignation planifiée des ressources pour les besoins et le bénéfice de tous plutôt que pour les profits de quelques-uns. Nous défendons l'emploi, l'alimentation, les soins de santé, l'éducation et le logement décents comme droits de tous les membres de la société. Nous défendons la fin de toutes les bases militaires impérialistes en Afrique et dans d'autres parties du monde. Nous défendons l'égalité des droits des femmes et luttons contre tous les types de violence et de discrimination. Tout investissement étranger doit être conditionné à une transparence totale, avec l'autorisation et la supervision d'un

gouvernement ouvrier démocratique. Nous défendons l'abolition de tous les régimes de visas et des restrictions de voyage pour les masses laborieuses. Nous défendons un monde sans exploitation nationale ou de classe, sans oppression, chômage ni misère.

C'est notre tâche stratégique. Contrairement aux expériences passées marquées par le bureaucratisme et l'imposition, nous nous unissons autour des principes politiques, idéologiques et d'action susmentionnés, **avec une indépendance politique absolue** de toutes les forces bourgeoises. Mais avec de la flexibilité tactique pour se connecter aux processus réels de la lutte des classes et dans un espace de débat fraternel et d'action commune. Nous construisons une organisation internationale pour l'intervention concrète dans la lutte des classes mondiale, pour mener des campagnes internationalistes et pour la collaboration mutuelle dans la construction d'outils de lutte. Et avec la méthode d'un centralisme démocratique sain pour débattre et résoudre entre tous et agir comme un seul poing dans la lutte des classes.

C'est le projet que construit la **Ligue internationale socialiste**, réunissant des dizaines d'organisations et des milliers de militants sur les cinq continents, pour unir les révolutionnaires du monde au-delà des divisions nationales, ethniques ou identitaires dans le but de diriger la classe ouvrière dans sa lutte pour le socialisme mondial. La **Ligue socialiste révolutionnaire** de Kenya incarne ces principes et a été l'hôte de cet événement.

C'est le projet que ce congrès cherche à développer en Afrique. Nous appelons les organisations et militant.e.s qui souhaitent prendre part à cette nouvelle construction révolutionnaire en Afrique à relever ensemble ce défi pour lutter pour un avenir socialiste. Il s'agit d'une opportunité importante pour construire et pour étendre la LIS sur tout le continent africain.

Frères et sœurs de classe de toute l'Afrique, unissons-nous ! Nous n'avons rien à perdre à part nos chaînes ! Nous avons, au contraire, un continent et un monde à gagner !

- **¡Africa moja, Africa huru, Africa ya kisosialisti!**
- **Afrique unie, Afrique libre, Afrique socialiste !**

Nairobi, le 30 août 2023 



L'instabilité et **LES COUPS D'ETAT** en Afrique sont alimentés par le capitalisme

La montée actuelle des rébellions en Afrique, comme les vagues précédentes, a un lien étroit avec la crise cyclique du capitalisme, dans laquelle le continent est particulièrement vulnérable, exacerbée par des programmes inadaptés de décolonisation et d'ajustement structurel imposés par les dirigeants de la mondialisation économique. L'analyse de la violence structurelle de la dynamique du pouvoir colonial d'un point de vue marxiste révèle le pôle opposé de la passivité pour ceux qui sont impliqués.

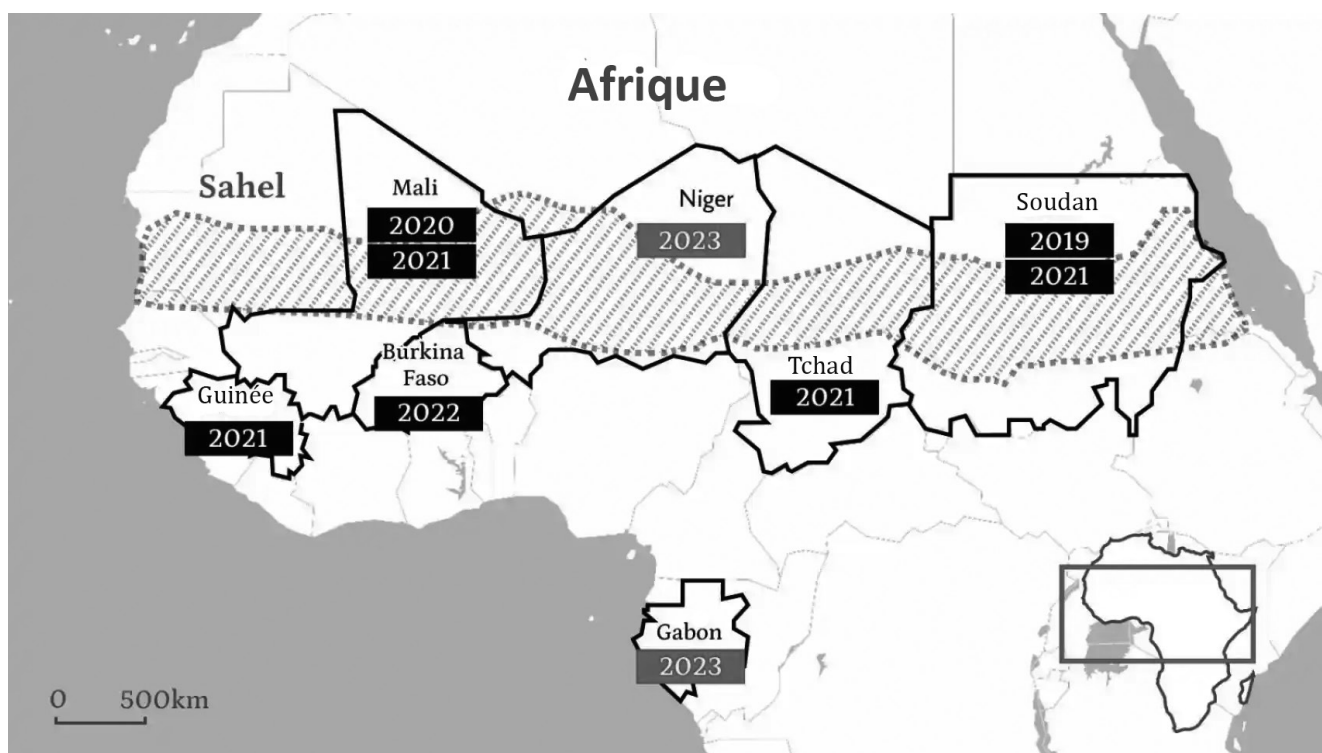
PAR EZRA OTIENO

la terreur en relations sociales axées sur le profit, les « eaux froides du calcul égoïste » comme les qualifiait Marx.

Bien que l'histoire combine des phases de vitesse et d'inertie, le mouvement de ces problèmes est dialectique et laisse ouverte la possibilité de choix, de sorte que différents acteurs ont suivi des chemins différents. Certains dirigeants africains postcoloniaux sont entrés dans le domaine du profit et ont entraîné leur pays dans le conflit et la violence. D'autres ont tenté de résister mais ont été écrasés par la tyrannie « démocratique » du commerce.

La guerre et la violence généralisée en Afrique sont le résultat à la fois d'une violence coloniale structurelle motivée par le commerce et des décisions prises par de nombreux dirigeants africains

Les puissances coloniales recherchaient le profit, théorisaient le besoin du profit et construisaient et entretenaient une dialectique des rapports sociaux qui correspondait au profit. Ces actes délibérés ont transformé le désir, la joie et



de poursuivre des relations mercantilistes avec leur propre peuple.

L'arrivée du gouvernement militaire au Niger marque un moment décisif au Sahel. L'effondrement rapide du gouvernement soutenu par la France à Niamey, considéré comme un bastion essentiel de stabilité par les puissances occidentales, n'est que le dernier d'une succession de coups d'État anti-français dans une région en proie à l'instabilité et à l'intrusion impérialiste. Tout en utilisant une rhétorique anticoloniale qui résonne fortement dans toute l'Afrique, ces nouveaux gouvernements recherchent le soutien de la Russie, établissant ainsi un nouveau front important dans le conflit entre les impérialistes occidentaux et la Russie.

L'emprisonnement du président nigérien Mohamed Bazoum le 26 juillet, suivi de la déclaration d'un gouvernement militaire, a immédiatement déclenché une montée des tensions régionales. Après avoir subi des coups dans la « ceinture du coup d'État », qui s'étend de la Guinée à l'ouest jusqu'au Soudan à l'est, l'impérialisme occidental et ses alliés locaux sont visiblement paniqués et cherchent des moyens de sauvegarder leurs intérêts dans la région.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dirigée par le Nigeria et soutenue par l'Occident, a imposé de sévères sanctions et a même menacé d'intervenir militairement si Bazoum ne revenait pas au

pouvoir. Le Nigeria a déjà coupé l'approvisionnement électrique du Niger, affectant 70 % de l'électricité du pays, dans le but d'exercer davantage de pression.

Cela a conduit les gouvernements du Mali et du Burkina Faso à déclarer qu'« une intervention militaire contre le Niger équivaldrait à une déclaration de guerre » contre leurs pays, tandis que la Guinée a soutenu le coup d'État et refuse d'imposer des sanctions. Deux blocs régionaux ont désormais été créés, ce qui a entraîné davantage de guerre et d'instabilité.

Le président français Emmanuel Macron a réagi avec colère, affirmant qu'il « ne tolérerait aucune attaque contre la France et ses intérêts » et a menacé de prendre des mesures « immédiates et sans compromis » dans le cas d'une telle attaque.

Malgré ces discours enflammés, la France et l'UE ont jusqu'à présent limité leur réponse à la suspension de leur aide financière au Niger et à l'évacuation des Européens du pays. Le ministre français des Affaires étrangères a rejeté toute intention d'intervention militaire.

Les protestations et les lamentations des médias occidentaux à propos de la « démocratie » en Afrique sonnent creux. En réalité, des décennies d'exploitation et d'intervention impérialistes dans la région ont jeté les bases de la catastrophe actuelle.

Depuis qu'il est devenu une colonie française en 1922, le Niger est contraint de vivre avec

des niveaux élevés de pauvreté et de dépendance économique. Plus de 41 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté absolue fixé par la Banque mondiale : 2,25 dollars par jour. Seuls 11 % ont accès à des installations sanitaires adéquates.

La grande majorité des Nigériens vivent dans une pauvreté extrême, dépendant de l'élevage nomade et de l'agriculture pour leur subsistance à la campagne ou travaillant dans le « secteur informel » indéfini urbain. L'esclavage est encore pratiqué dans certaines régions du pays et on estime que 7 % de la population est asservie au travail forcé.

Dans le même temps, le Niger est le septième producteur mondial d'uranium. Il exporte également de l'or et du pétrole. Cependant, comme c'est souvent le cas dans les sociétés appauvries et dominées, pas un seul centime de cet argent ne parvient au peuple.

La grande majorité des mines d'uranium du Niger sont détenues et gérées par des sociétés étrangères ; le groupe français Orano joue un rôle important. Pendant ce temps, plus de deux milliards de dollars d'« aide » internationale au développement sont engloutis par une bureaucratie d'État gonflée et corrompue dans la capitale, qui constitue essentiellement une élite dépendante qui domine le pays dans l'intérêt de ses maîtres.

L'action de l'Otan en Libye en 2011, soutenue principalement par la France au nom de la « démocratie », a plongé la nation dans une sauvagerie marquée par des conflits entre chefs de guerre concurrents et des marchés aux esclaves sur la côte méditerranéenne.

Mais la déstabilisation de l'impérialisme étranger ne s'est pas arrêtée là. La chute de l'État libyen a poussé les armes et les combattants directement vers la zone du Sahel, de l'autre côté du Sahara. Boko Haram, une organisation terroriste islamiste, établit une position permanente dans le nord-est du Nigeria, tandis que les forces liées à l'État islamique et à Al-Qaïda ont envahi le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

En 2013, le gouvernement « socialiste » de François Hollande a envoyé 1 700 soldats français au Mali à la demande du gouvernement malien, fondé par un coup d'État l'année précédente. Dans les années suivantes, les troupes françaises deviennent une force d'occupation permanente d'environ 3 000 soldats, travaillant aux côtés des forces américaines dans cinq pays.

Cependant, loin de réduire le danger terroriste, l'impérialisme occidental l'a exacerbé. Selon un ancien combattant islamiste cité par *The Economist*, la pauvreté et la volatilité de la région constituent un bon terrain de recrutement pour les organisations islamistes, qui promettent aux jeunes dans le besoin « *de l'argent, des femmes, de la viande et une moto* ». Pendant ce temps, les forces françaises et américaines sont largement perçues comme servant simplement à sauvegarder leurs propres intérêts capitalistes, et à juste titre.

En conséquence, une profonde colère s'est développée dans toute la région, non seulement en raison de l'échec de l'intervention française pour



vaincre les terroristes islamistes, mais aussi en raison d'une forte haine du colonialisme français, symbolisée par la présence des troupes. Des manifestations ont eu lieu dans la région exigeant le retrait de l'armée française et rappelant fréquemment la lutte pour l'indépendance de leurs propres nations.

Ces manifestations ont souvent été écrasées par des gouvernements armés et parrainés par l'Occident. Par exemple, au Niger, qui avait été salué comme un « havre de stabilité » par le haut diplomate européen Josep Borrell, le gouvernement « démocratique » a eu recours à la force pour réprimer les manifestants anti-français. Mais, comme Marx l'a observé il y a longtemps, lorsque l'on compte constamment sur des groupes armés d'hommes pour maintenir « l'ordre », qu'est-ce qui les empêche de décider finalement de dominer eux-mêmes la société ?

Dans ce contexte, des troubles de masse, l'instabilité politique et les coups d'État étaient inévitables et sont le résultat direct de la volonté de l'impérialisme français de s'enraciner au Sahel. Depuis 2020, de multiples coups d'État ont eu lieu au Mali, en Guinée, au Burkina Faso.

En l'absence d'une direction révolutionnaire capable de canaliser l'attitude croissante de colère et d'hostilité envers l'impérialisme occidental, les commandants militaires ont agi au-dessus des masses sous prétexte de préserver la « souveraineté », « l'ordre », capitalisant sur ce sentiment pour accéder au pouvoir.

Les coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont suscité des manifestations de soutien et des centaines de personnes brandissant des banderoles anti-françaises. Les troupes françaises ont été retirées des territoires du Mali



et du Burkina Faso. Le Mali a même supprimé le français comme langue officielle.

Le capitaine Ibrahim Traoré, dirigeant par intérim du Burkina Faso, a consciemment choisi d'honorer Thomas Sankara, le célèbre leader de la lutte anticoloniale de son pays. Apollinaire Joachim Kyélem de Tambèla, son premier ministre, est un notable « sankariste », et tous les députés se sont mis d'accord pour accepter une réduction de salaire de 50 %.

Certes, aucun de ces régimes n'a défié le capitalisme en expropriant les sociétés internationales qui continuent d'abuser de la région. Cependant, la rhétorique anti-impérialiste employée par ces gouvernements concorde avec l'attitude révolutionnaire plus large qui prévaut parmi de vastes couches du peuple africain, ainsi qu'avec leur haine profondément enracinée de l'impérialisme occidental.

L'IMPÉRIALISME NOUVEL ÂGE

L'« alternative » proposée par la Russie, qui comble le vide laissé par l'Occident dans certaines parties de l'Afrique, est un nouveau facteur d'une importance vitale dans l'équation. Chaque régime putschiste au Mali, au Burkina Faso et au Niger a combiné rhétorique anticoloniale et promesses de loyauté envers la Russie. Les manifestants du coup d'État sont fréquemment vus agitant le drapeau russe. Cette réalité est essentielle à l'évolution des relations mondiales qui s'est intensifiée depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine il y a un an.

Sur le continent africain, l'effondrement relatif de l'impérialisme américain et européen est particulièrement visible. La Chine est devenue le plus grand partenaire commercial de l'Afrique, tandis que la Russie a pris pied dans plusieurs pays, notamment ceux influencés par l'impérialisme français.

L'implication économique de la Russie en Afrique reste limitée par rapport à celle de la Chine, mais son aide sous forme d'armes et de guerriers du Groupe Wagner lui a valu des alliés cruciaux. Selon l'Institut international de recherche pour la paix, de Stockholm, elle est déjà le principal exportateur d'armes vers l'Afrique subsaharienne.

Le groupe de mercenaires russes Wagner a été utilisé pour soutenir la dictature existante en République centrafricaine. En échange, il a acquis la propriété de plusieurs mines d'or, notamment de Ndassima, ainsi que des contrats d'exploitation forestière. Le gouvernement malien a désormais publiquement accueilli Wagner pour l'aider dans sa lutte contre le terrorisme.

L'impérialisme russe, de son côté, a changé de cap pour tirer pleinement parti de la situation. Poutine a fait une démonstration cynique de ses nouvelles références « anticoloniales ». Dans un discours prononcé en septembre 2022, il a lié le conflit ukrainien à la lutte contre le colonialisme occidental, soulignant sa participation à « *l'esclavage, le génocide des tribus indiennes d'Amérique, le pillage de l'Inde, le pillage de l'Afrique...* »

Lors du récent sommet Russie-Afrique à Moscou, qui se déroulait au même temps que le coup d'État au Niger, Poutine a cité Nelson Mandela et a énuméré un certain nombre de personnalités de la lutte africaine pour la libération de l'impérialisme, notamment le Premier ministre congolais

lais Patrice Lumumba, qui était assassiné avec la participation de la Belgique et des États-Unis.

Les médias occidentaux n'ont pas tardé à rejeter le sommet car il y avait moins de nations présentes que le précédent en 2019, mais cela occulte intentionnellement le fait que 19 chefs d'État africains y ont participé au mépris des fortes menaces occidentales, prononçant des discours clairement critiques à l'égard du sommet. et applaudissant la Russie. Rhétorique mise à part, Poutine a proposé aux pays africains des armes, des céréales bon marché et un allègement de leur dette pour les aider à faire face à la hausse des coûts et des taux d'intérêt.

POURQUOI TOUT ÇA ?

Le coup d'État militaire au Niger a été une défaite humiliante pour l'impérialisme français et un revers important pour l'Occident en Afrique. Après que la France ait été contrainte de transférer des soldats du Mali et du Burkina Faso vers le Niger, ceci a été surnommé le « domino final ». Seul le Tchad reste une base de soutien, et il est loin d'être certain qu'il le restera, compte tenu de l'agitation anti-française croissante dans ce pays et du conflit au Soudan à l'est. La perte du Niger compromet non seulement l'accès européen à l'or et à l'uranium dans la région, mais met également en péril la construction d'un gazoduc reliant le Nigeria à l'Algérie, qui a débuté l'année dernière, nuisant à la sécurité énergétique de l'UE.

En outre, la France et l'UE se sont appuyées sur des régimes comme celui du Niger pour tenter de stopper l'afflux de migrants d'Afrique subsaharienne vers l'Europe. Il n'est pas surprenant que l'Occident et ses alliés aient exercé autant de pression qu'ils le pouvaient sur le gouvernement précédent.

Cela a des conséquences non seulement pour l'Afrique, mais aussi pour la crise capitaliste mondiale. Toute expression de la lutte des masses africaines pour leur indépendance face à des siècles de domination occidentale doit être prise au sérieux par tous les travailleurs du monde, et nous ne devons pas verser de larmes devant la farce corrompue de la « démocratie » soutenue par l'Occident.

Au-delà du Sahel et du continent africain, ce changement représente une phase supplémentaire dans la crise de l'impérialisme occidental et la

division du monde en puissances concurrentes, la *multipolarité*, comme on l'appelle couramment.

La Russie a choisi de décrire ses propres aspirations en termes d'*anticolonialisme* et de *souveraineté*, tout comme l'Occident l'a fait avec sa rhétorique fleurie sur la *démocratie*, le *progrès*, l'*État de droit*, etc. Cependant, ni la Russie ni la Chine n'ont l'intention de laisser les énormes ressources naturelles de l'Afrique tomber entre les mains des travailleurs et des paysans.



LA VOIE À SUIVRE

Le fort désir des peuples africains de renverser l'impérialisme occidental est complètement progressiste et sera un facteur moteur de la révolution africaine. Cependant, pour gagner cette bataille, ils doivent compter uniquement sur leur propre force et le soutien de la classe ouvrière mondiale, et non sur l'aide d'États impérialistes concurrents.

Seul un mouvement ouvrier indépendant et internationaliste peut démolir les régimes réactionnaires imposés aux peuples d'Afrique, transférer les richesses du continent directement entre les mains de la société dans son ensemble et gérer l'économie démocratiquement pour le bénéfice de tous et toutes. En Afrique et partout dans le monde, le choix est clair : socialisme ou barbarie. 🇸🇰

Lire ici
Des coups d'État en Afrique





LES LUTTES DES FEMMES au Ghana

PAR ESTHER YIADOM

• LUTTES SOCIOCULTURELLES DES FEMMES
ET DES FILLES AU GHANA

La toile de l'oppression enchevêtre le peuple du Ghana et les femmes de la classe ouvrière supportent le plus grand fardeau. De la société esclavagiste, en passant par la société féodale jusqu'au capitalisme, rien n'a changé en termes de conditions sociales des femmes.

Le sort des femmes aujourd'hui et sa cause fondamentale, le patriarcat, peuvent être liés aux idéologies propriétaires de ces sociétés, et le capitalisme ne fait pas exception. Aujourd'hui, dans la plupart des régions d'Afrique, les femmes sont directement ou indirectement considérées comme une propriété privée et subissent donc diverses formes d'oppression. Au Ghana, depuis l'enfance, en passant par la jeunesse et jusqu'à la vieillesse, les vestiges des problèmes créés par les sociétés régressives, y compris le capitalisme, se cachent encore, ce qui a contribué à sa discrimination et à sa vulnérabilité malignes. Les luttes des femmes se manifestent de différentes manières, allant des questions socioculturelles aux questions économiques. Nous en développons quelques-uns ci-dessous.

LE MARIAGE D'ENFANTS

L'Afrique de l'Ouest présente globalement les taux de mariage d'enfants les plus élevés. Le Niger, le Mali et le Sénégal font partie des pays où les chiffres sont les plus élevés. Mais le Ghana n'échappe pas à la prévalence du mariage des enfants. Le problème est que bon nombre des problèmes de mariage d'enfants qui surviennent dans la plupart des régions du pays, en particulier dans la ceinture nord, ne sont pas signalés. Les taux de mariage d'enfants les plus élevés se produiraient dans les régions du Nord, du Haut-Est, de la Volta, de l'Ouest et du Haut-Ouest.

Qu'est-ce qui peut influencer la décision des parents d'échanger leur fille contre une dot commune si ce n'est parce que les femmes sont considérées comme inférieures ? Cependant, l'une des principales raisons invoquées par les parents pour justifier le mariage des mineurs est la pauvreté. Face à tant de difficultés pour subvenir aux besoins de la famille, les parents préfèrent vendre leur fille afin d'obtenir une dot du mariage et de l'utiliser pour nourrir le reste de la famille. La dot est la somme d'argent ou

Démographie du Ghana

- Population totale : 32,84 millions.
- Population féminine : 16,46 millions.
- Les femmes sont 2,8 % plus nombreuses que les hommes, et 5 % dans les zones urbaines. Dans les zones rurales, les hommes sont 0,3 % plus nombreux que les femmes.
- La catégorie des 30-64 ans en âge de travailler est dominée par les hommes (dans les régions du Nord Ouest, Ahafo et Bono Ahafo).
- Le taux de dépendance selon l'âge est de 66 : il y a 66 personnes en âge de dépendre (0-14 ans et 65 ans et plus) pour 100 personnes en âge de travailler.

D'après le Rapport général du Recensement de la population et de l'habitat 2021

de bétail prescrite que le marié verse à la famille de la fille. Les vaches sont très chères au Ghana et c'est pourquoi un père estime qu'il peut gagner beaucoup d'argent en vendant la vache obtenue en échange de la main de la fille en mariage. De plus, vous pourriez avoir la possibilité de dépendre de votre gendre pour un soutien financier de temps à autre. Une autre raison est due à la croyance traditionnelle selon laquelle, peu importe à quel point une femme s'élève sur l'échelle socio-économique, elle finira certainement dans la maison d'un homme. Il vaudrait donc mieux que la famille donne la fille en cas de mariage précoce. Cela met en lumière l'idée fausse selon laquelle les femmes seraient la propriété privée de leurs homologues masculins.

Le mariage des enfants affecte considérablement de nombreuses filles. Elles abandonnent l'école et cela a des conséquences désastreuses. Une fois privées d'éducation, elles risquent d'être confrontées au problème du chômage à l'avenir. De plus, comme leur corps n'est pas assez mature pour mener à bien des grossesses, leur santé s'en ressent. Celles qui se marient comme deuxième, troisième ou quatrième épouse subissent également de nombreux abus de la part de leur première épouse. D'autres sont traumatisés et vivent malheureux pour le reste de leur vie.

TROKOSI

Le Ghana n'a pas complètement surmonté l'obstacle des pratiques culturelles barbares. Se pourrait-il que peu de choses soient dites et faites contre

la pratique du *trokosi* parce qu'elle ne touche que les filles ? Le mot *trokosi* est un terme qui signifie *esclave des dieux*¹. Mais on pensait que le Ghana avait signé et ratifié de nombreux traités abolissant toutes les formes d'esclavage ! Le gouvernement affirme préférer mettre fin à cette pratique par la persuasion plutôt que par la force.

Il s'agit d'une de ces anciennes pratiques religieuses devenues quasiment impossibles à éradiquer. *Trokosi* se produit dans des communautés très isolées de la région de la Volta, où de jeunes vierges sont réduites en esclavage sexuel pour payer les délits et les délits commis par leurs proches. Selon la pratique, les filles sont envoyées servir dans le sanctuaire pour apaiser la colère des dieux. Ces pauvres filles sont mariées au prêtre et comme elles sont nombreuses, elles se considèrent comme des rivales qui doivent rivaliser avec leur « mari » pour les besoins fondamentaux comme la nourriture. Lorsque les filles accouchent, ces enfants restent également au service des prêtres.

CAMPS DE SORCIÈRES

Beaucoup de gens souhaitent vieillir en jouissant d'une vie confortable, mais je doute que ce soit le rêve de certaines femmes de la communauté Gambaga.

En juillet 2023, à Kafaba, une communauté isolée de la région des Savanes, une certaine Akua Denteh, qui aurait environ 90 ans, a été cruellement battue à mort par des membres de sa communauté, dont deux femmes, qui ont mené l'attaque contre Akua. Heureusement, l'incident a été filmé par quelques curieux qui l'ont partagé sur les réseaux sociaux et ont ainsi retenu l'attention du public. Les habitants de la communauté, dont les chefs traditionnels de Kafaba, avaient accusé Mme Akua de sorcellerie et de causer le malheur dans cette communauté rurale ; c'est la raison de la douloureuse torture et du meurtre de la vieille femme.

Le lynchage et l'isolement des personnes, l'accusation de sorcellerie des vieilles femmes et leur ségrégation constituent un problème majeur au Ghana, notamment dans le nord du pays. Des centaines de femmes âgées, dont des veuves, ont été confinées dans une zone reculée de Gambaga, dans le nord-est du Ghana. Ces victimes ont été accusées de « sorcellerie » et d'utilisation de « magie noire » pour causer le malheur à leurs familles et communautés. Elles ont donc été bannies par leurs proches. Dans les camps, elles vivent dans environ 25 huttes

rondes abritant une centaine de détenues, sans accès aux soins médicaux, à la nourriture, à l'eau ou aux services sociaux de base. Elles dépendent principalement des dons des personnes et des organisations qui visitent la région. Outre Gambaga, il existe d'autres camps de sorcières : Kukuo, Gnani, Kpatinga et Bonyase, tous situés dans le nord du Ghana. Les croyances culturelles et religieuses arriérées de la population ont enchaîné la vie de ces femmes âgées. Il est triste de voir à quel point la vie de nos personnes âgées est mise en danger. Différents gouvernements sont passés, mais aucun n'a été capable de réduire cette menace ou d'aider à réintégrer les femmes âgées pauvres dans leurs communautés.

VIOLENCE DOMESTIQUE

Le 20 avril 2020, un inspecteur de police marié a abattu sa petite amie Victoria Dapaah, 26 ans, à Kumasi pour l'avoir prétendument trompé avec un autre homme. Le mois suivant, un homme a assassiné sa femme de 25 ans à Nungua, Accra, après qu'elle lui ait demandé le divorce. Ces incidents sont devenus monnaie courante au Ghana. La violence physique, le meurtre, le viol ou la pénétration d'une femme avec des objets contre sa volonté, l'enregistrement et la diffusion de photographies d'une petite amie nue, l'intimidation et d'autres formes de violence sont quelques-uns des dilemmes inhabituels que le patriarcat impose aux femmes. Le Bureau régional d'Accra de l'Unité de lutte contre la violence domestique et de soutien aux victimes (DOVVSU) a indiqué dans ses données de 2020 qu'en août de la même année, 31,9 % des femmes avaient été victimes de violence domestique.

Ce sont les cas rapportés par les femmes qui ont eu le courage de s'exprimer. Il convient de noter que de nombreuses victimes de violence domestique ne peuvent pas parler ouvertement des abus sexuels, du harcèlement, des coups violents et d'autres abus terribles infligés par leur partenaire, leur conjoint, d'autres membres de leur famille ou des étrangers. Cela est dû à la peur d'être stigmatisée, de perdre son partenaire, et même si elles le signalent, cela ne sert à rien et il n'en sortira rien de bon. À la maison, les femmes sont violées par leurs homologues masculins, tandis qu'à l'école, elles doivent faire face à des enseignants sans scrupules qui les poussent à avoir des relations sexuelles pour obtenir des notes. Sur le lieu de travail, moins on en dit, mieux c'est. Même si une femme possède toutes les qualifications et compétences, elle doit quand même payer le

prix avec son corps pour une offre d'emploi ou une promotion. Les femmes ont du mal à s'exprimer sur ces questions, de peur d'être ostracisées. Parfois, pour ceux qui ont le courage de le faire, la famille s'immisce dans le processus judiciaire sous prétexte de résoudre l'affaire à l'amiable.

• DÉFIS ÉCONOMIQUES

De nombreuses femmes sont plus vulnérables en matière d'emploi et, par conséquent, la majorité d'entre elles vivent du travail informel. Par conséquent, la plupart des femmes, jeunes et âgées, participent activement à l'agriculture paysanne et aux petites entreprises pour se nourrir et nourrir leur famille, ainsi que pour gagner un certain revenu. En outre, les femmes travaillant dans l'agriculture contribuent à nourrir la population affamée du Ghana et l'économie dans son ensemble. Alors que 52 % de la main-d'œuvre ghanéenne est engagée dans l'agriculture, environ 39 % de la main-d'œuvre agricole est composée de femmes. Cela suggère que les femmes constituent la véritable épine dorsale de la croissance économique et du développement du Ghana, le secteur agricole contribuant à lui seul à environ 54 % du Produit intérieur brut du pays.

Malgré ces immenses contributions des femmes, leurs efforts et leur potentiel se heurtent à des obstacles. L'un de ces obstacles comprend la division sexuelle du travail. Dans cette catégorisation, les femmes sont obligées de cultiver des cultures de subsistance telles que le manioc, la banane et le taro, tandis que les hommes se concentrent sur des cultures de rente telles que le cacao et la noix de cajou. En effet, les hommes sont considérés comme les soutiens de famille et doivent donc investir dans des cultures qui leur permettront de gagner plus d'argent pour subvenir aux besoins de leur famille ; tandis que les femmes, considérées comme femmes au foyer, se consacrent aux cultures de subsistance pour pouvoir toujours nourrir la famille. À cela s'ajoute l'accès aux terres agricoles, aux services de crédit et aux intrants agricoles qui désavantage grandement les femmes. Dans certaines communautés, les femmes ne peuvent accéder aux terres agricoles que par l'intermédiaire de leur mari ou de leur chef de famille, en raison de la culture et des traditions de ces régions. Comme les femmes ne possèdent pas de terres qu'elles peuvent mettre en garantie, il leur est difficile d'obtenir des prêts pour investir dans leur métier. Ces barrières les obligent à cultiver à petite échelle et, par conséquent, à ne pas gagner suffisamment de revenus.

Le commerce ambulant et le petit commerce sur les trottoirs, à l'intérieur du marché, que ce soit sur les tables ou au sol, sont une activité courante pour la classe ouvrière, en particulier les femmes, au Ghana. Dans les zones urbaines et périurbaines d'Accra, de Kumasi et des grandes villes, il est courant de voir des filles et des femmes avec leurs bébés derrière elles colporter le long des routes sous le soleil brûlant et pendant les nuits froides. Celles qui le font sur les trottoirs et dans les « zones non autorisées » sont souvent persécutées par les responsables des assemblées de district, mais ces femmes risquent leur vie et continuent de faire du commerce. Elles vendent de la nourriture, de l'eau et des produits d'épicerie importés. La vente ambulante et les petites entreprises constituent une source de revenus pour les jeunes femmes à faible revenu qui vivent dans les zones urbaines pauvres. Sans cela, elles n'auraient aucun moyen de survivre.

Bien que les femmes engagées dans la vente ambulante et le petit commerce constituent également un segment important du marché du travail au Ghana, elles sont confrontées à de nombreux défis. La plupart d'entre eux ne tirent pas suffisamment de bénéfices économiques du commerce et vivent donc au jour le jour. En outre, d'autres sont victimes de crimes, d'abus sexuels, d'accidents et de maladies. L'un des principaux facteurs de cette situation difficile pour les femmes est la limitation financière. Dans un contexte économique difficile et un coût de la vie élevé, les jeunes femmes ne peuvent pas rester à l'écart ; elles doivent se lancer dans la vente de rue pour survivre. De plus, dans un pays où l'accent est mis sur l'éducation formelle pour obtenir des emplois formels et bien rémunérés, les femmes qui manquent d'éducation sont victimes du chômage. Elles doivent donc opter pour une petite entreprise afin de pouvoir gagner un peu d'argent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. De plus, il n'y a pas d'opportunités d'emploi dans les zones rurales du pays, c'est pourquoi la plupart des jeunes femmes migrent vers les villes à la recherche de meilleures opportunités, se tournant ainsi vers le commerce pour pouvoir payer leur logement, leur nourriture et également envoyer de l'argent à leur famille.

• DÉFIS POLITIQUES

La participation pleine et égale des femmes dans les différentes sphères de la société ne s'est pas concrétisée. À la maison, l'homme est le patron et dans la communauté locale des leaders, le patron est



le dirigeant. Même dans certaines communautés où elles ont le privilège d'avoir une reine mère, leur leadership est soumis au chef et à ses aînés. Sur le lieu de travail, de nombreux hommes préfèrent ne pas avoir de femme aux commandes car ils ne peuvent pas se soumettre à son leadership. Ils se sentent supérieurs aux femmes. Lors des élections législatives de 2020, sur les 275 sièges, les femmes n'en ont obtenu que 40. Et la société applaudit car elle considère cela comme une amélioration par rapport aux 35 sièges des élections de 2016. D'autres s'en moquent et donnent l'excuse que même s'ils soutiennent les femmes aux postes parlementaires, elles ne serviront que les intérêts paroissiaux de leur parti et pas nécessairement ceux des femmes. C'est peut-être là l'argument des forces réactionnaires. La sous-représentation des femmes persiste dans le pays et est une conséquence du patriarcat, de la domination masculine et des idéologies impérialistes.

En conclusion, il est nécessaire de créer un instrument politique progressiste qui guide les femmes et le pays dans son ensemble vers une prise de conscience des causes profondes des luttes des femmes et favorise leur autonomisation vers la création d'un ordre social qui caractérise la dignité et le développement de la femme.

RÉFÉRENCES

- *Les femmes qui parviennent à joindre les deux bouts : le colportage à Kumasi, défis et contraintes*, Michigan Sociological Review, vol. 27, 2013, p. 25-43. JSTOR, <http://www.jstor.org/stable/43150987>. Consulté le 24 septembre 2023.
- Institut d'études sur le développement (IDS), Services statistiques du Ghana (GSS) et associés (2016), *La violence domestique au Ghana : incidence, attitudes, déterminants et conséquences*, Brighton : IDS. https://www2.statsghana.gov.gh/docfiles/publications/DV_Ghana_Report_FINAL.pdf

1. En langue éwé.



Évidemment, pour passer en revue un continent et son histoire, une seule note suffit à peine. En neuf éléments thématiques, nous décrivons ici globalement un cadrage de base de l'Afrique pour aider à mieux connaître et comprendre sa structure et sa dynamique.

L'AFRIQUE, à grands traits

PABLO VASCO

1. L'AFRIQUE, BERCEAU DE L'ESPÈCE HUMAINE

Malgré les racistes et les sexistes, toute l'humanité vient d'une femme africaine. Il y a cinq millions d'années, les premiers hominidés y sont apparus. Puis l'*Australopithecus* a marché sur deux pieds, l'*Homo habilis* a fabriqué des outils simples et a commencé à manger de la viande, et l'*Homo erectus* a amélioré sa dextérité et a allumé du feu. Enfin, l'*Homo sapiens* habitait la région fertile du Botswana et se répandit plusieurs siècles plus tard dans tout le Vieux Monde.

D'autres tribus occupèrent la vallée du Nil vers l'an 6 000 avant JC. L'agriculture est née. Le surplus productif a donné naissance à la civilisation égyptienne, qui a duré plus de 3 000 ans : une économie agricole, avec une différenciation sociale et un État autoritaire, qui comprenait le travail esclave. L'Égypte fut ensuite dominée par l'Empire romain, puis par l'Empire byzantin.

En l'an 640 commence la conquête arabe. Comme au Moyen-Orient, des califats se sont formés en Afrique du Nord. Leur chef politico-religieux était le calife, successeur de Mahomet, élu par un conseil des anciens. Ainsi, durant le Moyen Âge, plusieurs califats se succédèrent, jusqu'à celui ottoman.

Parallèlement, il existait en Afrique subsaharienne ou noire des dizaines de royaumes et de sociétés antiques. Il s'agissait de communautés tribales agricoles, d'élevage et commerciales, certaines matriarcales, avec des frontières diffuses et des hiérarchies sociales. Les plus puissants de ces États furent les Empires du Ghana, de Gao et du Kanem-Bor-

nou. Le Ghana déclina au XIe siècle, mais fut remplacé par l'Empire de Mali, qui consolida une grande partie de l'ouest du Soudan au XIIIe siècle. La colonisation européenne a détruit cette matrice sociale originaire.

2. QUELQUES DONNÉES CLÉS

- L'Afrique est le troisième plus grand continent, après l'Asie et l'Amérique. Elle comprend cinq grandes régions : nord, centre, est, ouest et sud. Le nord couvre le Maghreb (du Maroc à la Libye) et le Machrek (Égypte et Soudan). L'ensemble de la bande horizontale subsaharienne est appelé le Sahel.
- Elle compte plus de 1,4 milliard d'habitants, en croissance rapide. C'est le continent le plus jeune : 18 ans en moyenne (42 en Europe, 47 au Japon). 80 % sont des ethnies noires et le nord est berbère et arabe. 60 % sont ruraux et 40 % urbains (en augmentation).
- La langue maternelle la plus parlée est le swahili, parmi environ 1 700 langues. Puis l'arabe fut introduit dans le nord et le français, l'anglais et le portugais -entre autres- dans leurs anciennes colonies.
- Au nord et au Sahel, l'islam sunnite prédomine et, au sud du Sahara, le catholicisme et le protestantisme concurrencent l'islam. Dans une grande partie du continent, il existe des religions autochtones issues des traditions animistes.
- De hauteur assez régulière, l'Afrique présente des chaînes de montagnes, des volcans, des plaines,

des plateaux, de grands fleuves, des lacs. Le Sahara est le plus grand désert de la planète. Le climat est généralement chaud, avec des pointes à 50°C dues au réchauffement climatique. La faune et la flore, d'une grande richesse, subissent également la prédation capitaliste.

3. DES CONTRASTES ÉNORMES

L'Afrique abrite 24 % des terres arables de la planète, mais elles sont principalement utilisées pour l'agro-industrie et l'alimentation des pays étrangers. La Chine, l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud et d'autres pays ont acheté de vastes champs de cultures. Ou alors, les terres fertiles sont utilisées pour produire des biocarburants au lieu de nourrir les habitants. Le bois est issu de l'abattage de forêts qui ne sont pas reboisées.

Elle possède un tiers des réserves minérales de la planète, avec plus de 60 types : platinoïdes (90 %), coltan (80 %), cobalt (60 %), tantale (70 %), diamants (46 %) et or (40 %) ; également du fer, de l'uranium, du cuivre, de la bauxite. Comme sources d'énergie, elle dispose du gaz au nord, du pétrole dans le golfe de Guinée, du charbon au sud, des bassins hydrographiques au centre, de la lumière solaire au Sahel, de la capacité géothermique à l'est.

Mais cette abondance contraste avec les pires taux de pauvreté et d'inégalité. Selon les données de 2022, les 14 pays les plus pauvres du monde -dont quatre en situation d'extrême pauvreté- se trouvent en Afrique, qui subit un tiers de la pauvreté mondiale¹. Le Nigeria est le premier producteur africain de pétrole mais 60 % de sa population vit avec moins d'un dollar par jour et le Niger est le 5ème producteur mondial d'uranium mais le 8ème pays le plus pauvre de la planète.

En Afrique noire, une personne sur quatre a faim, une sur trois est analphabète et la mortalité infantile est la plus élevée au monde : 15 fois plus qu'en Europe. L'espérance de vie est de 68 ans (80 en Europe). Pour donner une idée des inégalités, « les 10 % des habitants les plus riches de la région de l'Afrique de l'Est gagnent en moyenne 47 % des revenus, tandis que les 50 % les plus pauvres n'en reçoivent que 13,3 % »². Et les femmes et les personnes LGBT+ subissent bien plus d'oppression que leurs pairs occidentaux, renforcée par les traditions culturelles, religieuses et coloniales.

Peu de personnes ont accès à l'eau potable, à la santé, à la terre, au logement. Il existe un manque et une précarité des services et des infrastructures de

base : c'est pourquoi les récentes inondations en Libye et le tremblement de terre au Maroc ont fait des milliers de morts. Et c'est pourquoi une multitude de migrants africains tentent de rejoindre l'Europe, parfois à bord de bateaux et au prix de 3 000 vies par an.

4. L'ESCLAVAGE, MOTEUR DU CAPITALISME

Comme partout dans le monde, il existait en Afrique des formes d'esclavage et les prisonniers de guerre étaient utilisés pour des tâches domestiques ou agricoles. Puis, du VIIIe au XVIIIe siècle, on estime que les Arabes ont commercialisé quelque six millions d'esclaves vers l'Europe et le Moyen-Orient.

La troisième phase de l'esclavage s'est déroulée outre-Atlantique, du XVe au XIXe siècle, par les colonisateurs européens. D'un secteur économique marginal, il est rapidement devenu le principal. La poussée des plantations coloniales dans les Amériques a encouragé le militarisme des royaumes d'Afrique de l'Ouest à capturer et vendre davantage d'esclaves. On estime que 12 à 15 millions d'esclaves constituaient la nouvelle « marchandise » dont le travail forgeait les profits du capital.

Comme Marx l'a souligné à juste titre : « *L'esclavage direct est l'axe central de notre industrialisation au même titre que la machinerie, le crédit, etc. Sans esclavage il n'y a pas de coton, sans coton il n'y a pas d'industrie moderne. L'esclavage est ce qui a donné de la valeur aux colonies ; ce sont les colonies qui ont créé le commerce mondial. Le commerce mondial est la condition nécessaire au machinisme industriel à grande échelle* »³. Et il ajoutait : « *la transformation de l'Afrique en un élevage de lapins pour la chasse commerciale des personnes à la peau noire... a marqué l'aube rose de la production capitaliste* »⁴.

De plus, Marx faisait la distinction entre l'esclavage et le racisme. « *Un homme noir est un homme noir. Il ne devient esclave que dans certaines relations* », a-t-il déclaré⁵. C'est pourquoi, pendant la guerre civile aux États-Unis, il a soutenu le Nord développementaliste contre le Sud esclavagiste et a appelé les travailleurs blancs à soutenir la lutte contre l'esclavage.

5. LA RÉPARTITION IMPÉRIALISTE

La division de l'Afrique a été conçue en 1885 lors de la Conférence de Berlin. Les empires allemand et ottoman, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, la

Belgique, l'Espagne et le Portugal y participèrent ; aussi les États-Unis et d'autres pays sans colonies africaines. Selon eux, l'Europe blanche et supérieure devait civiliser l'Africain sauvage. Ils ont tout divisé, à l'exception de deux pays indépendants : l'Abyssinie, aujourd'hui l'Éthiopie, qui a vaincu l'Italie, et le Libéria, un territoire que les États-Unis ont acheté à la Sierra Leone.

Mais la pénétration européenne se heurte à des résistances. Les Ashanti ont mené plusieurs guerres contre la Grande-Bretagne sur la Gold Coast, aujourd'hui le Ghana. Il en va de même pour les Anyong au Nigeria, les Nandi au Kenya et les Zoulous en Afrique du Sud. Les Herero et les Namaqua ont résisté à l'Allemagne dans le sud-ouest, aujourd'hui en Namibie, et les Maji Maji l'ont fait dans l'est, aujourd'hui en Tanzanie. Les Berbères du Rif résistèrent au protectorat franco-espagnol au Maroc. L'opposition libyenne a fait face au joug de l'Italie.

La répartition de Berlin n'a pas mis fin aux luttes entre métropoles⁶. En 1889, une conférence s'est tenue à Bruxelles contre l'esclavage : les mêmes puissances européennes qui l'exerçaient auparavant l'utilisaient désormais comme prétexte pour coloniser l'Afrique. En 1914, le continent tout entier fut occupé par les puissances européennes et en 1936 l'Italie récupéra l'Abyssinie. Et depuis qu'ils ont imposé des frontières artificielles, les conflits perdurent jusqu'à aujourd'hui.

6. DÉCOLONISATION ET INDÉPENDANCE

Cette période a commencé après la Seconde Guerre mondiale. En 1951, la Libye, auparavant sous occupation anglo-française, fut la première à conquérir son indépendance. L'Égypte, autrefois protectorat britannique, l'avait déjà depuis 1922. Le Soudan et la Tunisie ont suivi en 1956, le Ghana en 1957, la Guinée en 1958, l'Algérie en 1962. Le pic a eu lieu en 1960, ce qu'on appelle *l'Année de l'Afrique*, lorsque 17 pays ont déclaré leur indépendance⁷. Plusieurs de ces processus comprenaient des guerres justes de libération nationale contre les métropoles pendant une décennie ou plus. Nous passons en revue quelques cas notables et leurs dirigeants :

- Le Ghana est devenu indépendant de la Grande-Bretagne en 1957 sous la direction de Kwame Nkrumah, jusqu'à son renversement par un coup d'État en 1966 avec le soutien de la CIA.

- La Guinée est devenue indépendante de la France en 1958 après un processus dirigé par Ahmed Sékou Touré, qui a gouverné jusqu'à sa mort en 1984.
- La République démocratique du Congo a obtenu son indépendance de la Belgique en 1960 sous la direction de Patrice Lumumba. Premier ministre à peine 80 jours, il est renversé par un coup d'État, puis assassiné en 1961 par la CIA avec la complicité belge.
- La Guinée Bissau et les îles du Cap-Vert sont devenues indépendantes du Portugal en 1974 après une décennie de guerre menée par Amílcar Cabral, assassiné l'année précédant la victoire.
- Le Burkina Faso, anciennement Haute-Volta, est devenu indépendant de la France en 1960. Après deux coups d'État, une révolution menée par Thomas Sankara a triomphé en 1983. Son gouvernement a combattu la dépendance, la corruption et les privilèges des élites tribales. Il a atteint l'autosuffisance alimentaire, redistribué les terres et amélioré l'éducation, la santé et les droits des femmes. Il a été assassiné en 1987 lors d'un coup d'État soutenu par la France.

Tous ces processus d'indépendance se sont produits dans le contexte mondial de la *guerre froide* entre les États-Unis et l'URSS, raison pour laquelle l'URSS, Cuba et les partis communistes ont exercé une influence marquée en Afrique. Plusieurs mouvements anticoloniaux ont été vaincus par des coups d'État avec intervention impérialiste. D'autres, malgré quelques mesures progressistes partielles prises au début par les nouveaux gouvernements, n'ont pas réussi à avancer pleinement vers la rupture avec l'impérialisme et le capitalisme local. Ainsi, les progrès réalisés ont stagné dans l'indépendance formelle et ont fini par reculer dans le pays lui-même et dans les relations avec les puissances impérialistes.

7. LA PÉRIODE POSTCOLONIALE

Entre les années 60 et la fin des années 80, l'Afrique a connu plus de 70 coups d'État et 13 assassinats présidentiels. L'ensemble du continent est essentiellement néocolonial, agricole, fournisseur de matières premières et très peu industrialisé, un peu au nord. L'Afrique du Sud est le seul pays développé avec une forte tradition syndicale et un rôle de sous-impérialisme régional. Le régime raciste de

l'*apartheid* a pris fin en 1992 et Mandela a remporté la présidence en 1994.

Dans son livre *Les Français en Afrique noire* (1987), le journaliste Pierre Biarnès résume la politique française bien après 1960 : « *Consolider le pouvoir des dirigeants qui jouent loyalement le jeu de l'amitié franco-africaine... et faire sentir le mors à ceux qui regardent un peu trop dans d'autres directions ; contrer en même temps les visées des puissances concurrentes dès qu'elles sont jugées menaçantes* »⁸.

Mais il ne s'agit pas seulement de la France ou de l'Europe : « *Popularisée par l'expression 'Chinafrrique', l'évolution fulgurante de la présence chinoise en Afrique au cours des 20 dernières années s'inscrit dans les nouvelles réalités géopolitiques. La Chine est le principal partenaire commercial et de construction du continent et le principal prêteur bilatéral de nombreux pays africains. Les entreprises chinoises sont présentes dans tous les domaines, de l'exploitation forestière à la banque en passant par l'énergie... entre 2000 et 2018, 50 pays africains sur 54 ont emprunté à la Chine sous diverses formes... liées en grande partie à des infrastructures dont la pertinence et le coût sont parfois discutables (chemins de fer, ports, routes, centrales énergétiques, etc.)* »⁹.

« *En vingt ans, le commerce de la Chine avec l'Afrique a été multiplié par 30. Ils sont aujourd'hui quatre fois supérieurs à ceux des États-Unis avec les pays africains... Ainsi, la Chine a réussi à s'assurer l'accès aux ressources stratégiques dont l'Afrique est richement dotée : pétrole au Gabon ou en Angola, bauxite (pour l'aluminium) en Guinée, cuivre en Zambie, l'uranium en Namibie, etc. Et, de plus en plus, le cobalt et le lithium, ces matières premières cruciales pour la transition énergétique et le développement des voitures électriques. En République démocratique du Congo, qui représente plus des deux tiers de la production mondiale de cobalt, presque toutes les mines sont déjà sous contrôle chinois... L'administration de Joe Biden s'en inquiète et tente de reprendre la main. En témoigne le protocole d'accord signé en décembre 2022 avec le Congo et la Zambie, qui vise à développer une chaîne de valeur complète autour des batteries pour véhicules électriques dans les deux pays, depuis l'extraction minière jusqu'à la fabrication industrielle* »¹⁰.

Ainsi, par exemple, les mines d'or du Mali sont exploitées par une société canadienne. Et bien que le régime tchadien soit l'un des plus étroitement liés à la France et que, lors de la découverte du pétrole, il ait promis le business à Total, la Banque mondiale a opté pour Exxon et a accordé un prêt au Tchad pour exploiter ses gisements.

Les États-Unis ont joué un rôle militaire direct ou indirect en Afrique pendant la période de décolonisation, cherchant à garantir que les nouveaux régimes ne tombent pas dans l'orbite russe. Ils sont intervenus dans la guerre en Angola et la CIA a participé à l'assassinat de Lumumba. Les États-Unis sont revenus sur le continent depuis 2007, lorsqu'ils ont créé leur Commandement pour l'Afrique (Africom).

8. LA GÉOPOLITIQUE, EN LITIGE

- L'Afrique compte aujourd'hui 54 pays, avec 51 républiques et trois monarchies : le Maroc, le Lesotho et le Swaziland (ou Eswatini). Le Sahara occidental, sous domination marocaine, n'est pas encore indépendant. Les 54 et la République arabe sahraouie démocratique constituent l'Union africaine¹¹. La Ligue arabe comprend des pays musulmans¹².
- Il existe la Communauté économique africaine, mais la majeure partie de l'économie est contrôlée par des multinationales. Les 54 pays ont rejoint le FMI, le Mouvement des non-alignés et l'OMC, à l'exception du Soudan du Sud et de l'Érythrée. En tant que producteurs de pétrole, l'Algérie, l'Angola, le Gabon, la Libye et le Nigeria sont membres de l'OPEP.
- La plus grande présence militaire étrangère vient des États-Unis (29 bases ou troupes dans 15 pays et Commandement d'Africom) et de la France (qui a diminué ses bases de dix pays à six). L'Égypte, le Maroc et la Tunisie sont des alliés extra-OTAN. La Russie progresse : premier fournisseur d'armes, elle dispose de « forces de maintien de la paix » dans quatre pays, son groupe de mercenaires Wagner opère dans huit pays et Poutine a annoncé en juillet des pactes militaro-techniques avec 40 pays. A Djibouti, petit pays situé face à la région stratégique de la mer Rouge et du golfe d'Aden, il existe cinq bases impérialistes : des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et la première de la Chine, qui en prévoit d'autres en Tanzanie, en Guinée et au Gabon.
- Au niveau régional, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest regroupe 15 pays, sous tutelle franco-britannique. L'impérialisme utilise les conflits internes aux armées et les actions des groupes terroristes jihadistes

(Boko Haram, Al Shabab) et mercenaires (M23 au Congo) pour prétendre son ingérence. Alors que l'impérialisme, face aux rébellions, menaçait d'intervenir via la CEDEAO, les gouvernements du Mali, du Niger et du Burkina Faso ont créé en septembre l'Alliance des États du Sahel, pour une défense mutuelle.

9. DU PRINTEMPS ARABE À AUJOURD'HUI

De 2010 à 2012, presque tout le monde arabe a connu une vague de troubles sociaux contre les gouvernements et régimes capitalistes. Avec un effet domino, des mobilisations spontanées massives ont eu lieu dans plusieurs pays -et dans certains aussi des grèves- pour des améliorations sociales et des droits démocratiques, contre la pauvreté et les dictatures. Le fait est que dans ces pays, des milliers et des milliers de jeunes ont étudié et même obtenu leur diplôme, mais ils ne trouvent pas d'emploi et c'est pourquoi beaucoup d'entre eux cherchent à émigrer en Europe ou à se tourner vers la vente ambulante, comme celui qui s'est immolé en Tunisie déclenchant les émeutes.



**Lire ici
Avec nos
camarades
sahraouis, pour
la libération
de la dernière
colonie de
notre continent
: le Sahara
Occidental**



Ce Printemps arabe a vaincu les gouvernements de Tunisie, d'Égypte, de Libye et du Yémen, toujours en guerre civile. Mais en raison du manque des directions révolutionnaires qui pèsent, les mouvements ont été canalisés par des promesses et, dans certains cas, même des gouvernements autoritaires sont revenus au pouvoir. Aux freins de la direction politique capitaliste s'ajoutent le stalinisme front-populiste et les ONG liées à l'impérialisme.

Comme une loi de l'histoire, la dynamique de la période d'indépendance se répète : ce qui n'avance pas recule. Mais à mesure que la crise et la pauvreté se poursuivent et que les masses repartent se battre, les processus deviennent récurrents.

Ainsi, depuis 2019, un deuxième Printemps arabe a émergé, avec le Hirak (*mouvement*, en arabe) en Algérie, les révoltes au Soudan, en Irak et au Liban en 2020, en Tunisie et au Sénégal en 2021 et en Égypte en 2022, cette dernière avec plusieurs grèves. Cette montée s'est répercutée en Afrique centrale, comme auparavant au Soudan, encourageant une nouvelle vague de rébellions sociales et de coups d'État militaires contre les gouvernements fantoches de l'impérialisme français au Mali et en Guinée-Bissau en 2021, au Burkina Faso en 2022, au Niger et au Gabon en 2023. 🌱

1. Banque mondiale et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
2. <https://www.oxfam.org/es/africa-oriental-la-desigualdad-extrema-en-cifras>
3. Marx, Karl ; *Pauvreté de la philosophie*, lettre à PV Annenkov, 28/12/1846. Sur marxist.org
4. Marx, Karl ; *Le Capital*, Vol. I, traduction de Ben Fowkes (New York : Penguin, 1977), p. 915.
5. Marx, Karl ; *Qu'est-ce qu'un esclave noir ?*, dans *The Karl Marx Library*, Vol. II, édité par Saul K. Padover (New York : McGraw-Hill, 1972), p. 21 et 24.
6. Londres se disputait avec Paris pour le raccordement du Nil et avec Lisbonne pour la Rhodésie, aujourd'hui Zimbabwe. La France était en conflit avec l'Allemagne à propos du Maroc, avec la Grande-Bretagne à propos de l'Égypte et avec l'Italie à propos de la Tunisie. L'Italie était en conflit avec la Turquie au sujet de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine, qui font aujourd'hui partie de la Libye.
7. Les derniers pays à devenir indépendants furent l'Angola du Portugal ('75), les Seychelles du Royaume-Uni ('76) et Djibouti de la France ('77). Après trois États se sont séparés les uns des autres : la Namibie de l'Afrique du Sud ('90), l'Érythrée de l'Éthiopie ('93) et le Soudan du Sud du Soudan (2011) après deux guerres civiles.
8. Borrell, Boukari Yabara, Collombat et Deltombe ; *L'empire qui ne veut pas mourir, Une histoire de la Françafrique*, (Paris : Seuil, 2021), p. 211.
9. Vircoulon, Thierry ; *Après 20 ans, le cas réussi de la Chinafrique a des conséquences qui posent problème*, *Le Monde*, 16/03/21.
10. de Vergès, Marie ; *Les États-Unis font de leur mieux pour rattraper le temps perdu en Afrique*, *Le Monde*, 06/04/23.
11. Plusieurs territoires dépendent des États européens : les îles Canaries, Ceuta et Melilla (Espagne), Mayotte et La Réunion (France), Madère (Portugal) et Sainte-Hélène (Royaume-Uni).
12. Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Soudan, Mauritanie, Somalie et Djibouti.



**Lire ici
Le drame humain de l'immigration**

REVUE THÉORIQUE ET POLITIQUE DE LA LIGUE INTERNATIONALE SOCIALISTE / AOÛT 2023 - # 4

RÉVOLUTION PERMANENTE

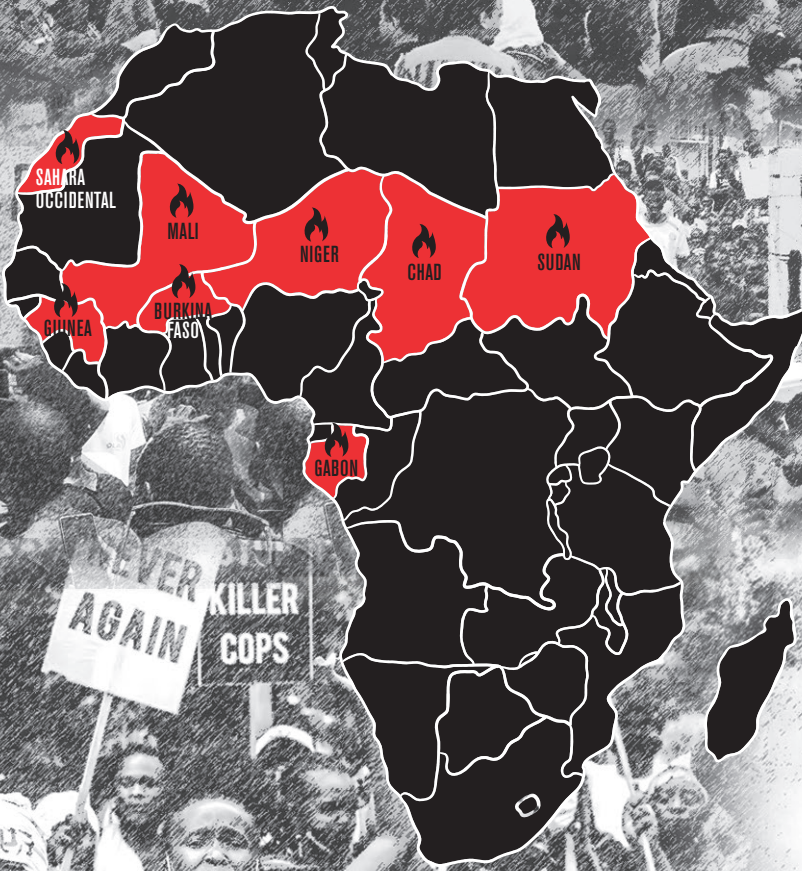
HÉGÉMONIE IMPÉRIALISTE CONTESTÉE



Lire ici, en
Révolution
Permanente 4

PEOPLE DEMAND REMOVAL
OF THE REGIME

L'AFRIQUE SE REBELLE CONTRE L'IMPÉRIALISME



DECRIMINALIZE
POVERTY

ISSN 2683-779X



9 772683 779016